



RAPPORT DE PRÉSENTATION DU BUDGET PRIMITIF

2
0
1
3



Photo : Crèche de la Grenouillère située sur l'Ecoquartier de Monconseil (photo Yves Braut)

BUDGET PRIMITIF

pour l'exercice 2013

RAPPORT DE PRESENTATION DU BUDGET GENERAL

Ville de plus de 10.000 habitants ayant voté leur budget par nature

SOMMAIRE

	Pages
INTRODUCTION	3
PRESENTATION D'ENSEMBLE DU BUDGET GENERAL DE LA VILLE.....	7
 1ère PARTIE - PRESENTATION DU BUDGET PRINCIPAL	
I - Fonctionnement	
I - 1 – Les recettes de fonctionnement	9
I - 2 – Les dépenses de fonctionnement	14
I - 3 - Les ratios - L'autofinancement	17
 II - Investissement	
II - 1 – Les recettes d'investissement	18
II - 2 – Les dépenses d'investissement	20
 2ème PARTIE - PRESENTATION DES BUDGETS ANNEXES	
- Budget Annexe de l'Eau.....	23
- Budget Annexe des Activités Lyriques et Symphoniques.....	24
- Budget Annexe du Crématorium.....	25
- Budget Annexe des Prestations des Cimetières	26

INTRODUCTION

A la fin de l'année dernière et nous y faisons alors référence dans l'introduction au rapport de présentation du budget primitif de l'exercice 2012, nous exprimions nos craintes face à l'ampleur de la crise des dettes souveraines et nous faisons mention des menaces alors virulentes et répétées qui pesaient sur l'Euro au point que certains s'alarmaient de la possible disparition de la monnaie unique.

Force est de constater que les mouvements spéculatifs sur l'Euro ont singulièrement baissé en intensité ces derniers temps. La très récente restructuration de la dette grecque et les décisions prises par la banque centrale européenne pour soutenir les Etats les plus en difficultés, via des mécanismes complexes de solidarité financière, ont en ce sens porté leurs fruits.

L'avenir n'en reste pas moins obscurci pour nombre d'Etats de l'Union européenne tant les efforts budgétaires qui leur sont demandés sont lourds et profonds, efforts conjoncturels mais aussi de réformes structurelles. L'ajout récent et âprement négocié d'un pacte de croissance et de solidarité au nouveau traité budgétaire européen est plus qu'un codicille à ce dernier. Il doit être appréhendé comme la contre partie nécessaire aux politiques de rigueur budgétaire mises en œuvre, ici et là. Il souligne avec à propos que les politiques publiques doivent aussi se soucier d'amplifier le taux de croissance de la zone "euro" afin que celle-ci puisse lutter efficacement contre le chômage de masse qui l'handicape et qui crée en son sein de fortes et légitimes tensions sociales.

Grand est à ce titre le contraste avec les deux superpuissances que sont les Etats Unis d'Amérique et la Chine. Les premiers reconstituent progressivement leur outil de production industrielle avec de vrais succès comme dans le secteur, pour eux essentiel, de la construction automobile. La seconde reste assurée, pour 2012 et pour 2013, d'un taux de croissance élevé et elle se positionne de plus en plus ouvertement sur la conception et la fabrication de produits à plus grande valeur technologique et forme pour ce faire dans ses universités et centres de recherche, les ingénieurs et managers qui, demain, lui permettront d'accéder à un nouveau stade de développement.

Notre pays s'est lui aussi engagé dans deux vastes chantiers afin tout à la fois de préserver sa souveraineté des marchés financiers et retrouver des marges de manœuvre l'autorisant à relancer la croissance en son sein. D'un côté, une gestion rigoureuse des deniers publics pour lutter contre les déficits des administrations publiques et s'attaquer à la colossale dette accumulée depuis les 30 dernières années ; de l'autre côté, une politique de l'offre qui passe, notamment, par la compétitivité retrouvée des entreprises françaises et singulièrement des PME et PMI, c'est-à-dire là où se trouvent l'innovation, la créativité mais aussi la réactivité et donc les gisements d'emploi dont nous avons tant besoin pour faire diminuer durablement et efficacement le chômage.

Cet effort de redressement qui s'inscrit dans la durée n'est en rien incompatible avec une approche fiscale proportionnée aux capacités contributives de chacun. Il est par ailleurs clair que les collectivités territoriales seront, elles aussi, appelées à la restauration des grands équilibres financiers de notre pays. La gageure consistera à concilier cette exigence tout en maintenant le haut niveau d'investissement qui a été jusqu'alors le leur car, rappelons-le ici, 70% de l'investissement public en France est porté par les acteurs locaux.

Ce contexte international et national étant précisé, il est presque aisé pour nous de dire que les agrégats à partir desquels, depuis plusieurs années, nous avons construit et exécuté le budget de notre ville devraient être, en 2013, somme toute, proches de ceux des années précédentes. Pour mémoire et dans un souci d'exhaustivité, en voici les principaux invariants :

- des concours financiers de l'Etat atones dans la meilleure des hypothèses (-0,5 M€ entre le notifié 2012 et le BP 2013) selon les premières indications que nous pouvons extraire du projet de loi de finances pour 2013 en discussion devant le Parlement,
- des recettes fiscales propres en légère augmentation (+1,4 M€) par la variation mécanique des bases d'imposition et par le nombre toujours plus grand de contribuables assujettis, effet bénéfique de la démographie positive de notre ville,
- l'absolue nécessité de maîtriser toutes les dépenses de fonctionnement (+1% pour les frais de personnel, +0,27% pour les charges courantes, +0,24% pour les subventions) qui sont celles de notre ville, dépenses nécessaires aux besoins de ses services mais aussi dépenses d'intervention,
- maintien à un haut niveau, soit peu ou prou 54 millions d'euro, des dépenses d'investissement qui irrigueront le territoire de notre ville tant nous les savons indispensables au soutien de notre économie et parce qu'elles répondent à des besoins d'infrastructures et de services identifiés comme utiles aux attentes des Tourangeaux,
- poursuite du désendettement de notre ville (-4,1M€) en levant, en 2013 comme par le passé, moins d'emprunts (7,5 M€) que nous n'en rembourserons (11,6 M€), car ce qui vaut pour notre Etat vaut aussi pour l'échelon communal dont nous avons la responsabilité.

Il nous faut faire tenir ensemble tous ces éléments et leur donner la cohérence nécessaire pour en faire une politique lisible et compréhensible par tous. C'est ce à quoi nous nous sommes astreints depuis 1995. Et c'est ce vers quoi nous tendrons en 2013, et cela quelque soit le contexte international et national. Nous sommes en effet convaincus que **la non augmentation des taux des impôts locaux** (pour la part communale sur laquelle nous avons seuls la responsabilité et la maîtrise) complétée, comme chaque année, d'une politique d'abattements favorable aux plus démunis de nos concitoyens ainsi que l'augmentation dans les limites de l'inflation prévisionnelle des tarifs municipaux (1,8%) sont là autant de mesures propres à faire accepter et partager par le plus grand nombre les principes généraux qui sous-tendent l'architecture du budget primitif 2013 de notre collectivité.

Et comme les années précédentes, quelques secteurs d'intervention bénéficieront d'une attention soutenue : l'aide sociale et la solidarité, le logement social et la petite enfance, l'éducation et la jeunesse car ils constituent tout à la fois des priorités anciennes et donc récurrentes pour notre ville mais aussi parce qu'ils sont les uns et les autres des éléments clefs de notre pacte républicain, celui du "vivre ensemble", qu'il nous faut par tous les moyens préserver tant nous savons que les choses et les situations peuvent très rapidement se déliter dans une société où ces remparts n'existent pas.

Le volume constant des subventions qui seront versées en 2013 aux associations culturelles et sportives, pour ne citer ici que celles-ci, est déjà en lui-même un signe encourageant à l'égard des unes et des autres tant nous connaissons et la diversité de leurs actions et leur contribution, par bien des façons, au "vivre ensemble" précité. Mais faire plus en période de quasi stagnation économique serait impossible. Nous assumons pleinement de faire des choix et de hiérarchiser des priorités. Ces choix et ces priorités doivent pouvoir être entendus et compris du plus grand nombre. Telle est notre conviction. Seule la subvention versée au Centre Communal d'Action Sociale de la ville augmentera au moment du vote du budget primitif 2013. Elle sera de fait majorée de 0,1 M€ pour atteindre, dès le BP 2013, 5,2 M€. Le caractère éminemment social de l'usage qui est fait de la contribution de la ville à son CCAS se lit, par delà la sécheresse de ses chiffres, dans le rapport annuel d'activités de ce dernier.

Les dépenses liées aux ressources humaines de notre collectivité ne devraient pas connaître d'évolutions significatives en 2013 (+1%) sinon pour intégrer 3 éléments : la prise en compte en année pleine du nouveau régime indemnitaire versé aux agents municipaux, la contribution de la ville en sa qualité d'employeur à la protection sociale complémentaire pour les garanties "santé" et "prévoyance" au titre du dispositif dit de "labellisation" des organismes mutualistes, la création des dix premiers "emplois d'avenir", nécessaire et légitime accompagnement au niveau local d'un dispositif national dont nous soutenons et la philosophie et les modalités d'organisation et de mise en œuvre.

Deux vastes chantiers aux contours encore flous devraient, dans les mois à venir, impacter l'organisation et le fonctionnement des collectivités territoriales et, au premier chef les grandes villes et c'est la raison pour laquelle nous en faisons mention dans le présent rapport.

Le premier et le plus significatif de ces chantiers consistera en un nouvel acte de décentralisation que le Président de la République, lors de son allocution aux Etats généraux de la démocratie territoriale, a présenté comme devant reposer sur 4 principes essentiels : la confiance, la clarté, la cohérence et la démocratie. Il a été précisé dans ce même discours que cette nouvelle étape de la décentralisation doit s'accompagner d'un cadre financier renouvelé entre l'Etat et les collectivités territoriales. Ce "pacte de confiance et de solidarité" selon les termes présidentiels, d'une durée de 5 ans, nous l'appelons de nos vœux tant nous savons que les choses ont été, par le passé et jusqu'à récemment encore, en ce domaine, désordonnées et chahutées par l'effet des circonstances certes, mais aussi en raison de politiques injustement accusatrices à l'égard du fait local.

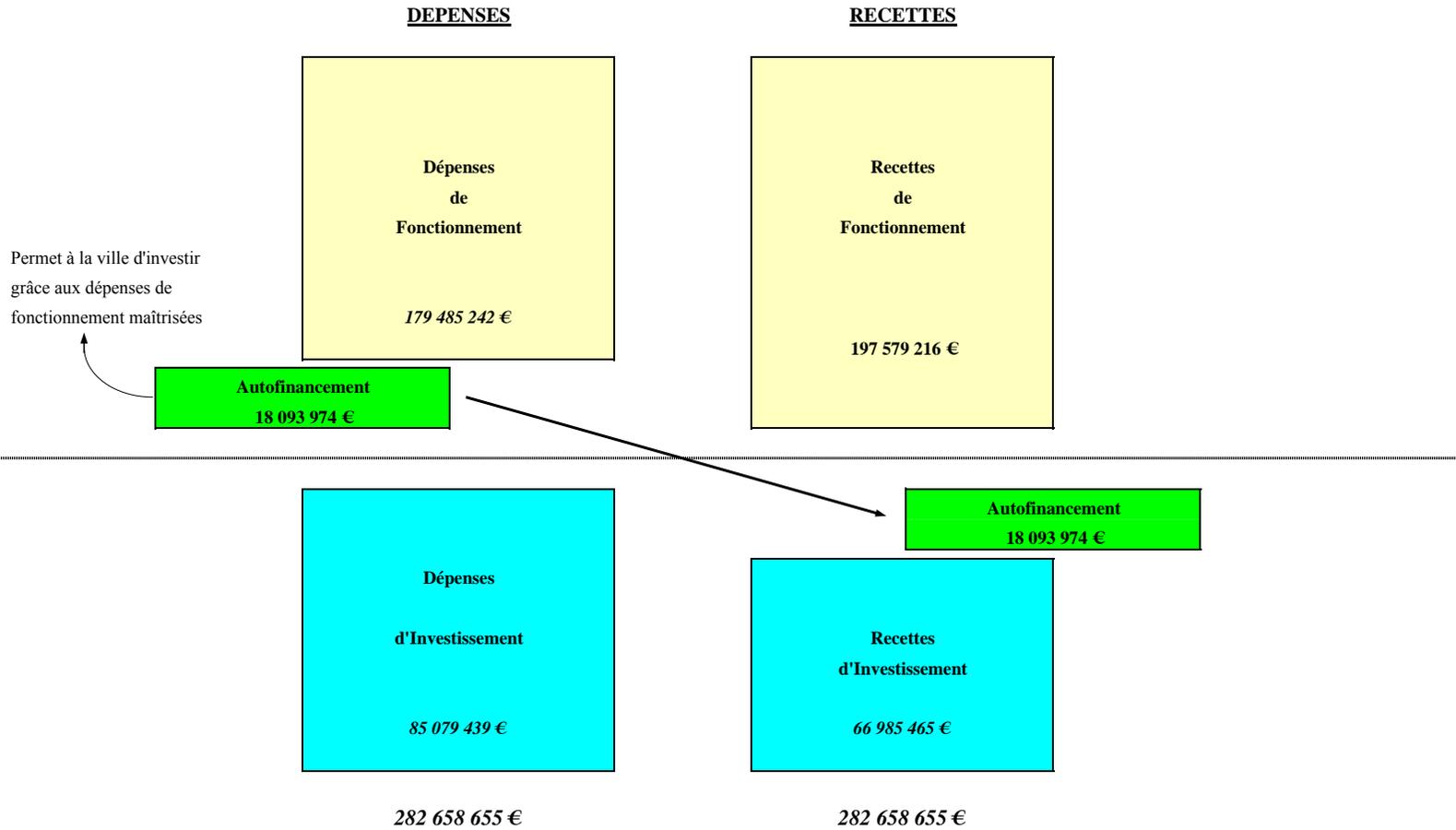
L'autre chantier, en lequel nous formons beaucoup d'espoirs aussi, c'est la diminution et la mise en cohérence de l'énorme corpus normatif qui enserme l'action quotidienne des collectivités territoriales. Les attendus du rapport du Sénateur Eric Doligé sont, sur ce point, on ne peut plus explicites : "Exponentiel, instable, obscur, l'édifice normatif est devenu au fil des ans un véritable engrenage pour les collectivités territoriales. Alors qu'il devrait favoriser la culture de projets et soutenir les initiatives locales, il apparaît comme un frein à la compétitivité, une source de complexité, voire une perte de temps...".

Le constat est sans appel ; les solutions à cette situation sont elles plus complexes à trouver à l'évidence.

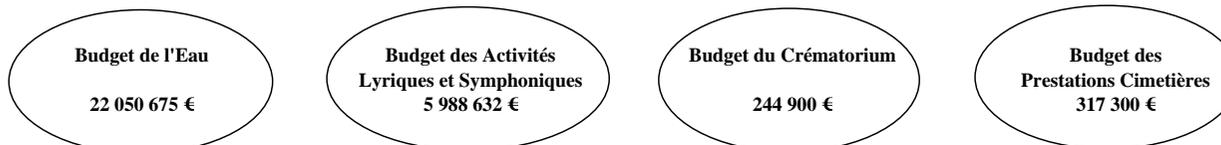
Dans un monde où le doute le dispute à l'incertitude, la culture de projets et le soutien aux initiatives locales se mesurent néanmoins dans le budget d'investissement qui sera celui de notre ville en 2013. De l'avancement décisif des travaux de la crèche de la Grenouillère dans l'écoquartier de Monconseil à la reconstruction de l'école élémentaire du groupe scolaire Jean de la Fontaine, de la rénovation complète de la piscine Gilbert Bozon au centre municipal des sports à la fin de la première tranche des travaux de modernisation et de mise aux normes de la bibliothèque centrale, de l'aide maintenue au logement social à l'enveloppe ouverte chaque année au bénéfice de chacun des 4 conseils de la vie locale, des crédits récurrents pour la voirie et le plan d'embellissement aux opérations visant à faciliter l'accessibilité aux bâtiments municipaux, la politique municipale est, belle et bien, faite de continuité et de constance.

LE BUDGET GENERAL 2013 DE LA VILLE DE TOURS

282 658 655 € pour le budget principal



28 601 507 € pour les budgets annexes



PRESENTATION D'ENSEMBLE

L'ensemble des budgets (principal et annexes) de la Ville de TOURS, pour l'exercice 2013, affiche un montant global de 311,3 M€ contre 278,9 M€ au BP 2012, réparti comme suit :

- * 282,7 M€ pour le budget principal (contre 250,5 M€ pour 2012),
- * 28,6 M€ pour les quatre budgets annexes (contre 28,4 M€ pour 2012).

Pour le budget principal de la Ville, la section de fonctionnement du BP 2013 s'équilibre à 197,6 M€ (+1,43% par rapport au BP 2012 soit +2,8 M€) et dégage un autofinancement de 18,1 M€ (même montant qu'au BP 2012).

La section d'investissement s'élève à 85,1 M€ (contre 55,7 M€ au BP 2012) et intègre un plan d'équipement de 30,1 M€ financé à hauteur de 7,5 M€ (comme au BP 2012) par l'emprunt.

Pour les budgets annexes, la variation de 0,2 M€ concerne essentiellement le service de l'eau, les autres budgets restant relativement stables entre les deux exercices.

Une répartition des dépenses et recettes (abstraction faite des écritures d'ordre) de l'ensemble du budget (principal et annexes), par politiques publiques à partir d'un billet de 100€ vous est présentée ci-après.

Répartition des dépenses pour 100 €

BP2013
Budget Principal + Budgets annexes

Répartition des Recettes pour 100 €

Aménagement & développement urbain : 19,3 €

Solidarité & vie sociale : 13,3 €

Education : 11,2 €

Culture : 11,8 €

Sport : 7,4 €

Eau : 7,3 €

Prévention & Sécurité : 4,1 €

Moyens des services : 13,6 €

Dettes retraitées : 11,9 €

Etat : 23,2 €

Tours + : 16,2 €

Autres subv & concours : 3,8 €

Contribuables : 29,8 €

Usagers : 20,0 €

Fonds propres : 3,4 €

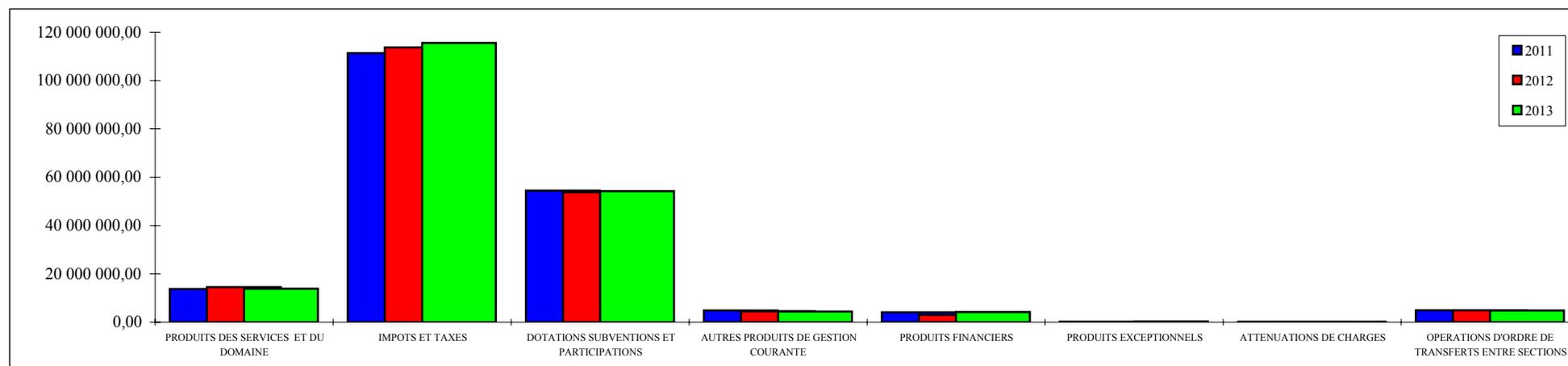
Emprunt : 3,6 €



1ère PARTIE - PRESENTATION DU BUDGET PRINCIPAL

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (REELLES + ORDRE) BUDGET PRINCIPAL

COMPTE PAR CHAPITRE		BP PRINCIPAL 2011	BP PRINCIPAL 2012	BP PRINCIPAL 2013	% 2013 / 2012	Montant 2013 - 2012
70	PRODUITS DES SERVICES ET DU DOMAINE	13 711 483,00	14 456 906,00	13 839 051,00	-4,27%	-617 855,00
73	IMPOTS ET TAXES	111 442 153,00	113 756 996,00	115 584 956,00	1,61%	1 827 960,00
74	DOTATIONS SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	54 426 962,00	53 843 591,00	54 297 232,00	0,84%	453 641,00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	4 853 754,00	4 528 636,00	4 365 587,00	-3,60%	-163 049,00
76	PRODUITS FINANCIERS	4 109 228,00	3 000 000,00	4 200 000,00	40,00%	1 200 000,00
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	192 804,00	194 872,00	295 238,00	51,50%	100 366,00
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	118 652,00	118 652,00	118 652,00	0,00%	0,00
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	4 899 500,00	4 899 600,00	4 878 500,00	-0,43%	-21 100,00
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT		193 754 536,00	194 799 253,00	197 579 216,00	1,43%	2 779 963,00



I - FONCTIONNEMENT

I - 1 – LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT (197,6 M€)

Conformément aux orientations débattues lors de l'examen du DOB, les recettes de fonctionnement progressent de 1,43% (+2,8 M€) de BP à BP portées par la croissance du produit des impôts et taxes de 1,61 % (+1,8M€), sans augmentation des taux d'imposition, et des produits financiers (+1,2 M€) en intégrant une progression des tarifs proche du niveau de l'inflation prévisionnelle de 2013 soit 1,8%.

Les principales variations à la hausse concernent les chapitres :

- 73 "**impôts et taxes**" (115,6 M€) qui progresse de 1,8 M€(+1,61%) en relation avec l'accroissement du produit de la fiscalité directe (104,8 M€soit +1,7 M€) et des différentes taxes indirectes (11,4 M€soit +0,1 M€) ;
- 74 "**dotations, subventions et participations reçues**" (54,3 M€) qui croît de 0,4 M€(+0,84%) en corrélation avec la variation des concours financiers versés par l'Etat (41,7 M€soit +0,2 M€de BP à BP), la baisse des allocations compensatrices (4,1 M€soit -0,2 M€) et la hausse du montant des subventions de fonctionnement reçues (8,5 M€soit +0,4 M€) ;
- 76 "**produits financiers**" (4,2 M€soit +1,2 M€), cette recette étant essentiellement composée des gains attendus sur les produits des « swaps » ;
- les "**produits exceptionnels**" (0,3M€soit +0,1 M€).

Les chapitres en baisse se rapportent aux comptes :

- 70 « **produits des services, du domaine et ventes diverses** » (13,8 M€soit -0,6 M€) : cet ajustement est la conséquence de la reprise en gestion de l'exploitation du Centre Aquatique du Lac par Tour(s)plus après le renouvellement de la Délégation de Service Public (DSP) ;
- 75 "**autres produits de gestion courante**" (4,4 M€soit -0,2 M€) : cette rubrique enregistre le produit des revenus des immeubles et diverses redevances versées par les fermiers ;

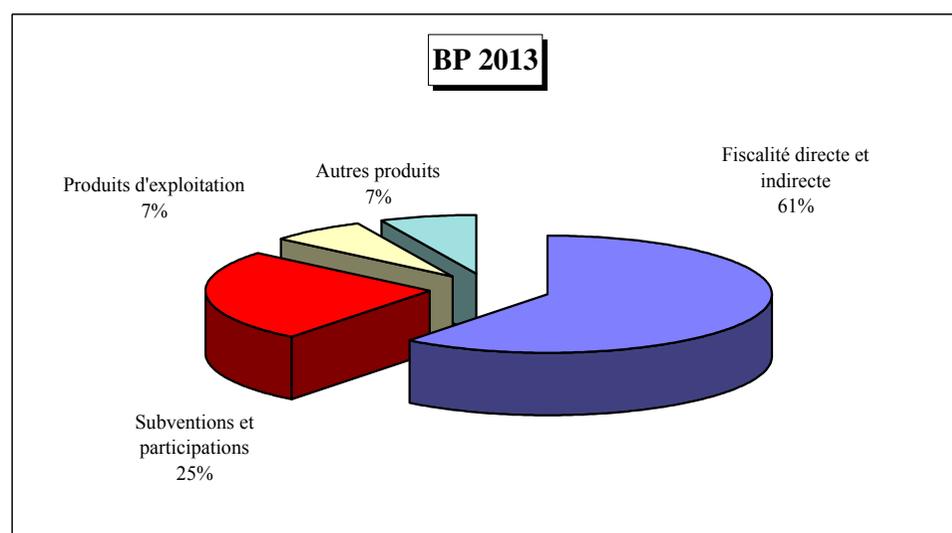
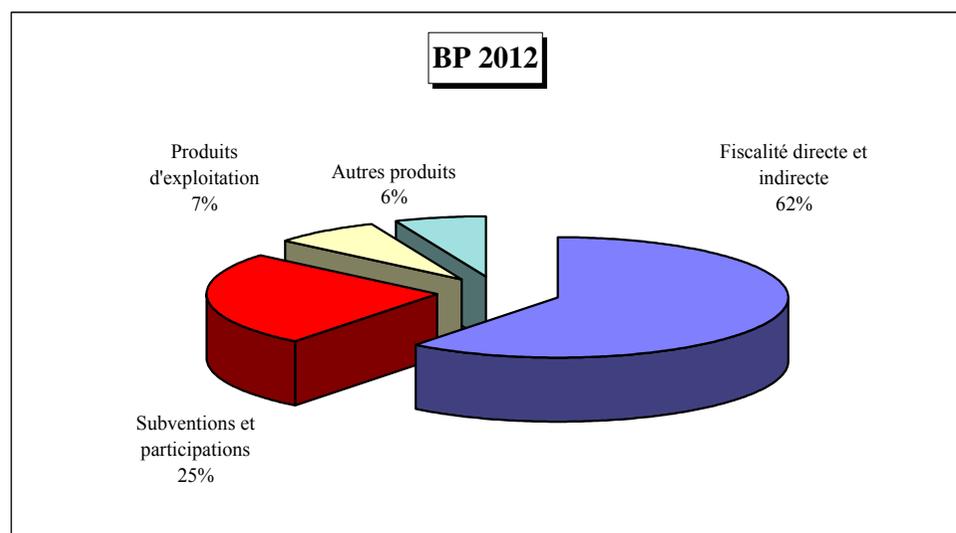
Les autres chapitres restent relativement stables en volume et intéressent :

- les **atténuations de charges** (0,1 M€) ;
- les "**opérations d'ordre de transferts entre sections**" (4,9 M€) qui décrivent les mouvements comptables entre la section de fonctionnement (recettes) et celle d'investissement (dépenses) pour la valorisation des travaux en régie (4,6 M€) et la reprise au compte de résultat des subventions d'investissement reçues (0,3 M€).

Le détail de l'évolution de ces différents chapitres vous est présenté ci-après.

EVOLUTION PAR NATURE DU BUDGET PRINCIPAL

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	BP 2011	BP 2012	BP 2013	% d'évolution	Montant
Fiscalité directe et indirecte	115 814 934	118 022 909	119 668 447	1,39%	1 645 538
- Produits des impôts directs (dont reversements Tours plus)	100 544 653	102 479 996	104 180 956	1,66%	1 700 960
- Impôts et taxes indirects	10 897 500	11 277 000	11 404 000	1,13%	127 000
- Allocations compensatrices	4 372 781	4 265 913	4 083 491	-4,28%	-182 422
Subventions et participations	50 054 181	49 577 678	50 213 741	1,28%	636 063
- Concours financiers de l'Etat	42 045 760	41 478 755	41 674 158	0,47%	195 403
- Subventions de fonctionnement	8 008 421	8 098 923	8 539 583	5,44%	440 660
Produits d'exploitation	13 830 135	14 575 558	13 957 703	-4,24%	-617 855
- Redevances & recettes d'utilisation du domaine public	1 207 346	1 538 714	1 630 050	5,94%	91 336
- Prestations de services (recettes tarifaires)	7 782 115	8 174 459	8 187 751	0,16%	13 292
- Remboursements de frais et atténuations de charges	4 840 674	4 862 385	4 139 902	-14,86%	-722 483
Autres produits	14 055 286	12 623 108	13 739 325	8,84%	1 116 217
- Travaux en régie	4 586 000	4 586 000	4 586 000	0,00%	0
- Autres produits de gestion courante	4 853 754	4 528 636	4 365 587	-3,60%	-163 049
- Produits financiers	4 109 228	3 000 000	4 200 000	40,00%	1 200 000
- Produits exceptionnels et transferts de charges	506 304	508 472	587 738	15,59%	79 266
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	193 754 536	194 799 253	197 579 216	1,43%	2 779 963



La progression globale des recettes provenant de la fiscalité directe locale (taxes ménages) s'appuie essentiellement sur la variation nominale (+1,80%) et physique des bases d'imposition sachant que **les taux des taxes ménages ainsi que les quotités attachées aux abattements de la Taxe d'Habitation (TH) ne subiront pas de modification en 2013.**

A titre d'information, on rappellera ici que les taux de la Taxe d'Habitation (pour la part qui lui revient après l'instauration de la Contribution Economique Territoriale) et de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, fixés par Tour(s)plus, resteront inchangés, respectivement à 8,78 % et 8,91 % en 2013.

Les **ressources fiscales directes et indirectes** affichent un montant de 119,7 M€ en 2013, soit une progression de 1,39% (+1,6 M€) de BP à BP. Sous cette rubrique, sont comptabilisés le compte 73 « impôts et taxes » (115,6 M€) et une partie du compte 74 pour les allocations compensatrices (4,1 M€).

Le *produit des impôts directs* ressort à 104,2 M€ (+1,7 M€ soit +1,66% de BP à BP) et se répartit comme suit :

* 70,7 M€ de produit fiscal des trois taxes (contre 68,9 M€ au BP 2012 soit +1,8 M€) tenant compte d'une hypothèse de revalorisation forfaitaire de 1,8 % des bases d'imposition pour 2013 et d'une progression physique de ces mêmes bases de 0,2%. Pour 2012, la variation physique des bases de Taxe d'Habitation était de +1,21% (contre +0,75% en 2011) et celle de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) de +0,85% (contre +1,20% en 2011) ;

* 33,5 M€ de reversements de Tour(s)plus prenant en compte le montant de l'attribution de compensation allouée en 2012, soit 32,1 M€ et celui de la dotation de solidarité communautaire de 1,4 M€ (+2%).

Les *allocations compensatrices* (4,1 M€) intègrent une correction à la baisse de -3,95% (-0,2 M€) entre le notifié 2012 (ajusté en Décision Modificative 2012) et le prévisionnel 2013 (-4,28% de BP à BP soit -0,2 M€). Ces compensations d'exonérations, versées au titre des taxes foncières et de l'ex-Taxe Professionnelle (TP), devenue depuis 2010 la Contribution Economique Territoriale, servent de variables d'ajustement au périmètre de l'enveloppe normée. Le PLF 2013 prévoit un recul de 13,7%, par rapport à 2012, des crédits affectés à ces dépenses.

La rubrique « *impôts et taxes* » (11,4 M€) augmente de 0,1 M€ sous l'effet de l'accroissement du rendement des taxes pour l'utilisation du domaine public (droits de place et de voirie). Les autres principaux impôts indirects à savoir les "Droits de Mutation à Titre Onéreux" (4M€) ou "la taxe sur les consommations d'énergie" (2,3M€) voient, pour 2013, leurs montants respectifs reconduits à l'identique des inscriptions du BP 2012.

**EVOLUTION DES DES CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT
BP 2013**

CONCOURS	CA 2009	CA 2010	CA 2011	NOTFIE 2012	BP 2013	DIFFERENCE 2013/2012	
						VALEUR	%
DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DOTATION FORFAITAIRE)	37 337 212 0,73%	36 945 254 -1,05%	36 339 706 -1,64%	36 152 435 -0,52%	35 841 967 -0,86%	-310 468	-0,86%
DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE	3 964 931 2,00%	4 012 510 1,20%	4 072 698 1,50%	4 141 934 1,70%	4 204 063 1,50%	62 129	1,50%
DOTATION SPECIALE INSTITUTEURS	8 337	2 808	0	0	0	0	
DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION	986 315	995 769	996 626	986 172	986 172	0	0,00%
- HYGIENE	986 172	986 172	986 172	986 172	986 172	0	0,00%
- BIBLIOTHEQUE	0	0	0	0	0		
- URBANISME - ASSURANCE	143	9 597	10 454	0	0		
DOTATION NATIONALE DE PEREQUATION	462 395	1 220 341	534 963	641 956	641 956	0	0,00%
S/TOTAL	42 759 190	43 176 682	41 943 993	41 922 497	41 674 158	-248 339	-0,59%
Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (coefficient déflateur)	-105 531 (-16,151%)	-146 498 (-21,60%)	-244 416 (-27,41%)	-380 142 (-39,32%)	-500 000 (-53,02)	-119 858	
TP/CFE	1 290 306 -29,16%	1 173 398 -9,06%	1 086 443 -7,41%	908 230 -16,40%	800 000 -11,92%	-108 230	-11,92%
TOTAL	43 943 965 -0,59%	44 203 582 0,59%	42 786 020 -3,21%	42 450 585 -0,78%	41 974 158 -1,12%	-476 427	-1,12%

Le poste "**subventions et participations reçues**" enregistre une augmentation de **1,28% (+0,6 M€)** pour atteindre un montant global de **50,2 M€** au BP 2013.

Pour les *concours financiers de l'Etat (41,7 M€ attendus pour 2013)* inclus dans l'enveloppe normée, les inscriptions tiennent compte des mesures votées par le Parlement lors de l'examen de la loi de finances 2013 intégrant, notamment, un gel de leur progression (hors FCTVA et produit des amendes de police).

Comme exposé lors du Débat d'Orientation Budgétaire, pour 2013, les indexations retenues s'appuient sur des hypothèses qui ne seront finalisées qu'à la fin du premier trimestre 2013.

Ainsi, concernant *la dotation forfaitaire de la DGF*, la part garantie, qui représente la portion la plus importante, sera affectée, comme les années précédentes, d'un écrêtement pour financer les évolutions démographiques, la montée en puissance de la coopération intercommunale et l'accroissement de la péréquation verticale.

En 2011 et 2012, la quasi-totalité du produit de la baisse de la dotation de garantie a été apportée par les villes du fait d'un calcul faisant référence au potentiel financier sans prise en considération de la taille des communes. Convaincu de la nécessité d'atténuer l'effet cumulatif supporté par les plus grandes communes et de répartir plus équitablement la charge de la minoration de la dotation selon les différentes tailles de collectivités, le gouvernement a exprimé un avis favorable à un amendement visant à appliquer une formule logarithmique pour aboutir à une plus grande justice entre les communes, tout en évitant les effets de seuils inhérents aux dispositifs de stratification (comme pour la dotation de base).

La Ville risque d'être touchée de nouveau en 2013 par ce mécanisme d'écrêtement qui pourrait avoisiner les -1,72% sachant que son potentiel financier par habitant en 2012 (1 099,74€) est inférieur à celui de la strate (1 224,67€).

C'est pourquoi, *la dotation forfaitaire de la DGF (35,8 M€)* est en diminution de -0,86 % (soit -0,3 M€) entre le montant attribué en 2012 et le prévisionnel 2013. Pour mémoire, l'inscription au BP 2012 était de 35,9 M€

Pour la *Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale (4,2M€ prévus pour 2013)*, l'objectif affiché par le PLF pour 2013 est le doublement (+120 M€) de la progression de cette dotation par rapport à l'évolution induite par le PLF pour 2012 (+60 M€).

Le montant attendu par la Ville devrait donc légèrement augmenter en 2013 même si la majeure partie de la hausse globale serait concentrée, comme en 2012, au profit des 250 villes de plus de 10 000 habitants les plus défavorisées (Tours était classée au 355ième rang en 2012 au regard d'un indice synthétique de critères de ressources et de charges comme le potentiel financier, le nombre de logements sociaux, le revenu moyen par habitant...).

	Réel 2009	Réel 2010	Réel 2011	Notifié 2012	BP 2013	Différence 2013/2012	
						Valeur	%
PRODUIT DES TAXES							
T. H.	31 624 163	32 104 054	32 987 854	33 981 156	34 660 779	679 623	2,00%
T.F.P.B.	32 280 576	33 181 240	34 244 050	35 151 067	35 854 088	703 021	2,00%
T.F.P.N.B.	141 112	153 510	157 627	143 887	143 887	0	0,00%
TOTAL DU PRODUIT	64 045 851	65 438 804	67 389 531	69 276 110	70 658 754	1 382 644	2,00%
ALLOCATIONS COMPENSATRICES							
T.H.	2 565 904	2 775 922	2 787 004	2 833 491	2 833 491	0	0,00%
T.F.P.B. et NB	550 437	551 630	561 885	509 637	460 000	-49 637	-9,74%
T.P./CFE (à partir de 2011 Dotation unique spécifique)	1 290 306	1 173 398	1 086 443	908 230	790 000	-118 230	-13,02%
Fraction salaires	330 293	300 367					
Abat. 16%	960 013	873 031					
TOTAL ALLOCATIONS	4 406 647	4 500 950	4 435 332	4 251 358	4 083 491	-167 867	-3,95%
TOTAL GENERAL	68 452 498	69 939 754	71 824 863	73 527 468	74 742 245	1 214 777	1,65%

Le montant de la *Dotation Nationale de Péréquation* a considérablement baissé en 2011 depuis que l'effort fiscal de la Ville qui permet de mesurer le niveau de la pression fiscale supportée par les ménages, est devenu inférieur à l'effort fiscal moyen des contribuables relevant de la même strate démographique. En attente des données actualisées permettant de déterminer l'attribution pour 2013, il vous est proposé de reconduire le montant notifié en 2012 (0,6M€) sachant que le PLF 2013 prévoit que le montant global consacré à la DNP sera au moins égal à celui mis en répartition l'année précédente.

Pour la *Dotation Générale de Décentralisation* (1M€) qui concerne essentiellement la compensation "hygiène", le PLF 2013 prévoit une reconduction en valeur des crédits consacrés aux dotations de compensation des charges transférées dans le cadre de la décentralisation. L'évolution de cette dotation n'est donc plus indexée sur le taux de progression de la DGF d'où la constance affichée sur cette ligne ces trois dernières années et la stabilité proposée pour 2013.

Au total, la somme des concours financiers de l'Etat à la Ville pour le fonctionnement **diminuerait de 0,59% entre le montant notifié 2012 et le prévisionnel 2013 (-0,2 M€)**. De BP à BP, cette variation s'affiche à +0,47% (+0,2 M€) en raison des notifications 2012 (intégrées en Décisions Modificatives) supérieures aux prévisions inscrites au BP 2012.

En conclusion, si l'on ajoute les allocations compensatrices qui servent de variables d'ajustement à l'enveloppe normée, la somme des aides de l'Etat au fonctionnement reculerait de 1,12% (-0,5 M€) entre le notifié 2012 et le prévisionnel 2013.

Pour les *subventions reçues* (8,5M€), un ajustement à la hausse de 0,4 M€ peut être envisagé pour 2013 compte tenu des augmentations de recettes récurrentes constatées sur ce poste en 2012 provenant principalement des participations reçues de la Caisse d'Allocations Familiales d'Indre et Loire au titre de la gestion des structures de la petite enfance.

Les produits d'exploitation (14 M€) diminuent, de BP à BP, de 0,6 M€ (-4,24%) en lien avec la suppression de la recette provenant de Tour(s)plus pour le financement des dépenses se rapportant à la gestion du Centre Aquatique du Lac (voir la ligne « remboursement de frais »). La variation des principales composantes de ce poste s'établit comme suit :

* +0,1 M€ pour les *redevances et recettes d'utilisation du domaine public* (1,6 M€ au BP 2013) ;

* une reconduction des prévisions provenant des prestations de services (8,2 M€) proposées par la Ville, à savoir les redevances et droits des services à caractère culturel, sportif, social...

* -0,7 M€ sur la ligne consacrée *aux remboursements de frais* (4,1 M€) qui comptabilise :

- des reversements sur rémunérations provenant principalement de Tour(s)plus au titre de la mutualisation, du Comité des Œuvres Sociales (COS) de la Ville de Tours, de l'EPCC de l'École supérieure des Beaux Arts Tours, Angers, Le Mans ;

- des remboursements de charges de Tour(s)plus au titre, d'une part, des équipements donnés en gestion à la Ville mais reconnus d'intérêt communautaire (Médiathèque François Mitterrand, Pôle Nautique du Cher, Piscine du Mortier...) et, d'autre part, de la prise en charge des déplacements des élèves des classes maternelles et primaires de la ville de Tours ;

- du recouvrement des charges locatives pour des bâtiments donnés en location.

Les autres produits (13,7 M€) progressent de 8,84% (+1,1 M€) et se répartissent ainsi :

- 4,6 M€ de *valorisation des travaux* effectués par les agents municipaux en régie ;

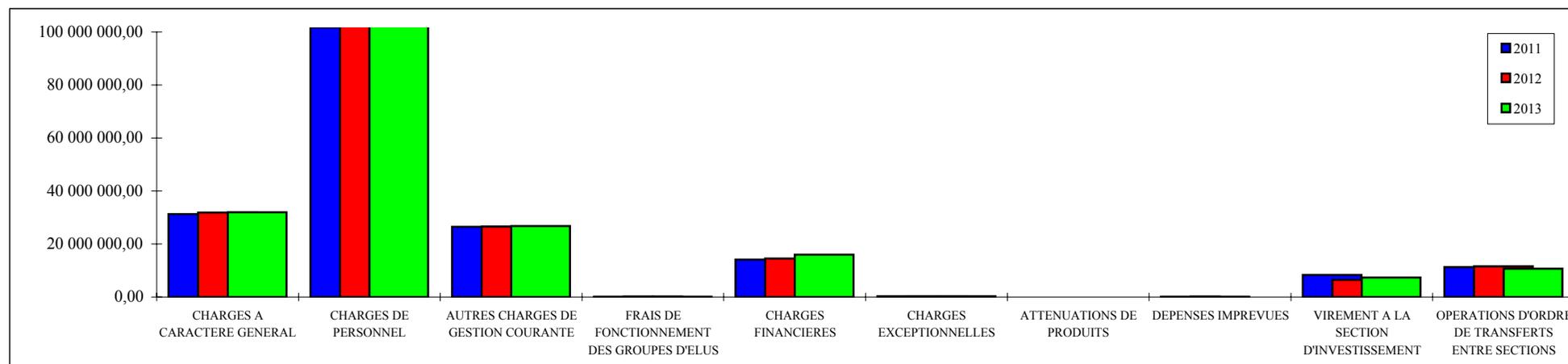
- 4,4 M€ (-0,2 M€) d'*autres produits de gestion courante* provenant principalement des revenus des immeubles qui enregistrent une baisse suite à la vente d'immeubles ou la mise à disposition de bâtiments. Par ailleurs, sont comptabilisées sur cette ligne diverses redevances versées par les fermiers (0,3 M€) dont la Société de Chauffage des Bords du Cher (SCBC) et la Société du Marché de Gros ;

- 4,2 M€ de *produits financiers* (contre 3 M€ soit +1,2 M€) attendus sur la gestion des opérations de "swaps" ;

- 0,6 M€ de *produits exceptionnels* (+0,1 M€) dont 0,3 M€ d'amortissements de subventions d'équipement transférées au compte de résultat.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (REELLES + ORDRE) BUDGET PRINCIPAL

COMPTE PAR CHAPITRE		BP PRINCIPAL 2011	BP PRINCIPAL 2012	BP PRINCIPAL 2013	% 2013 / 2012	Montant 2013 - 2012
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	31 256 173,00	31 864 849,00	31 950 560,00	0,27%	85 711,00
012	CHARGES DE PERSONNEL	101 752 500,00	103 278 787,00	104 311 575,00	1,00%	1 032 788,00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	26 484 374,00	26 587 723,00	26 784 525,00	0,74%	196 802,00
656	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	100 000,00	100 000,00	100 000,00	0,00%	0,00
66	CHARGES FINANCIERES	14 102 818,00	14 530 049,00	16 019 000,00	10,25%	1 488 951,00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	326 633,00	284 113,00	282 640,00	-0,52%	-1 473,00
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	31 524,00	31 524,00	31 524,00	0,00%	0,00
022	DEPENSES IMPREVUES	100 000,00	50 000,00	5 418,00	-89,16%	-44 582,00
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	8 349 731,00	6 471 103,00	7 392 869,00	14,24%	921 766,00
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	11 250 783,00	11 601 105,00	10 701 105,00	-7,76%	-900 000,00
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		193 754 536,00	194 799 253,00	197 579 216,00	1,43%	2 779 963,00



I - 2 – LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (197,6 M€)

Pour 2013, l'évolution de **1,43%** (+2,8 M€) des charges de fonctionnement est marquée par :

- une progression limitée de + 0,27% (+0,1M€) des crédits consacrés au **fonctionnement des services** (chapitre 011 : 31,9 M€) : en réalité, l'économie générée après la disparition de la dépense concernant le Centre Aquatique du Lac (CAL) permet de dégager des marges de manœuvre pour financer l'augmentation du prix des matières premières et la hausse de fréquentation de certaines structures municipales ;

- une croissance modérée de 1% **des dépenses de personnel** (chapitre 012 : 104,3 M€) nécessitant un abondement de crédits de 1 M€;

- des **autres charges de gestion courante** (chapitre 65 : 26,8 M€) en augmentation de 0,74% (+ 0,2 M€) regroupant les subventions versées, les contingents obligatoires et les indemnités attribuées aux élus ;

- des **frais de fonctionnement des groupes d'élus** stables à 0,1 M€

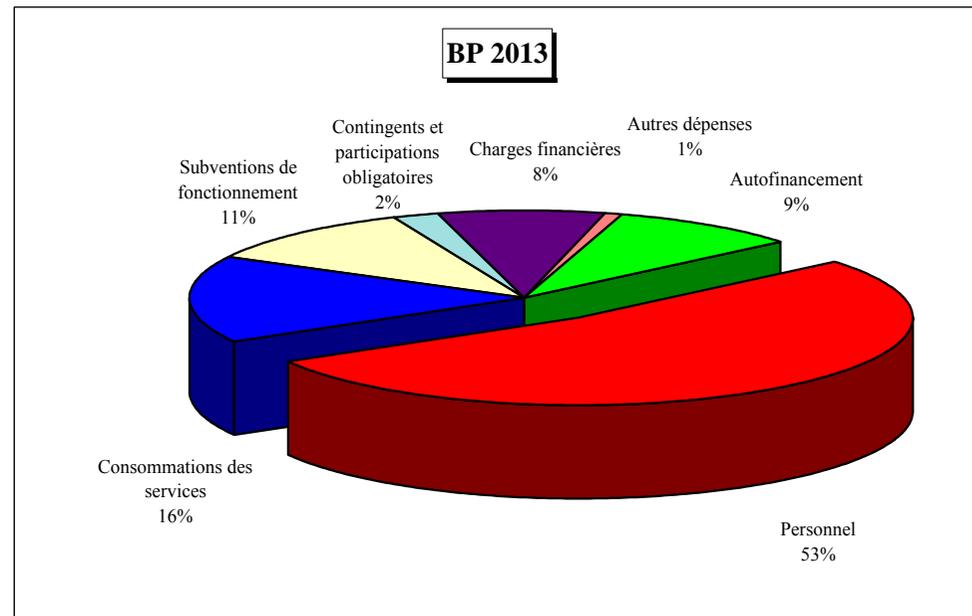
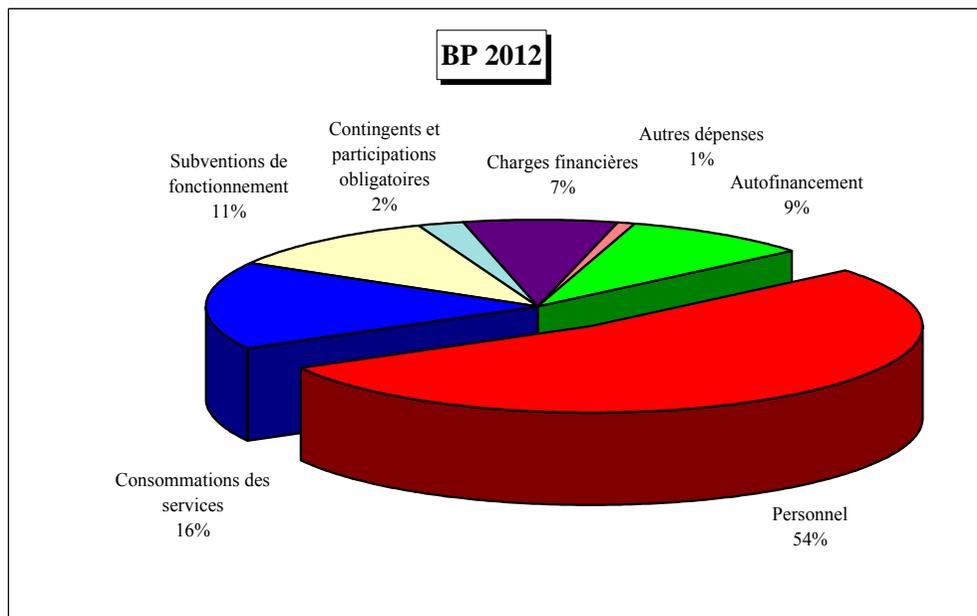
- des **charges financières** (chapitre 66) en hausse de 10,25% (+1,5 M€) et atteignant 14,5 M€;

- **des charges exceptionnelles** arrêtées au montant de l'année passée soit 0,3 M€;

- un **autofinancement global**, composé du virement à la section d'investissement (chapitre 023 pour 7,3 M€) et des dotations aux amortissements (chapitre 042 pour 10,7 M€, consolidé à hauteur de 18,1 M€

EVOLUTION PAR NATURE DU BUDGET PRINCIPAL

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	BP 2011	BP 2012	BP 2013	% d'évolution	Montant
<i>Personnel</i>	101 752 500	103 278 787	104 311 575	1,00%	1 032 788
<i>Consommations des services</i>	31 256 173	31 864 849	31 950 560	0,27%	85 711
<i>Subventions de fonctionnement</i>	21 402 608	21 455 382	21 507 026	0,24%	51 644
<i>Contingents et participations obligatoires</i>	4 033 905	4 093 150	4 137 190	1,08%	44 040
<i>Charges financières</i>	14 102 818	14 530 049	16 019 000	10,25%	1 488 951
<i>Autres dépenses</i>	1 606 018	1 504 828	1 559 891	3,66%	55 063
<i>Autofinancement</i>	19 600 514	18 072 208	18 093 974	0,12%	21 766
- Dotations aux amortissements et aux provisions	11 250 783	11 601 105	10 701 105	-7,76%	-900 000
- Autofinancement complémentaire	8 349 731	6 471 103	7 392 869	14,24%	921 766
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	193 754 536	194 799 253	197 579 216	1,43%	2 779 963



Concernant **les frais de personnel**, pour 2013, le Gouvernement n'a pas prévu de faire varier la valeur du point d'indice de la fonction publique. Les crédits complémentaires affectés à ce poste de dépenses serviront donc principalement à financer le coût du GVT (Glissement - Vieillesse - Technicité) qui retrace l'incidence des avancements ou promotions, l'augmentation de la prime (+10 €) attribuée à la majeure partie des agents de la Ville depuis 2008 (200 € en 2013) et diverses hausses de cotisations (CNFPT, CNRACL, versement transport, SMIC..)

Par ailleurs, ce budget intègre la mise en place de la nouvelle architecture du régime indemnitaire et prévoit la participation de l'employeur au financement de la protection sociale complémentaire de ses agents. De plus, la Ville s'inscrira dans le dispositif des « emplois d'avenir » avec pour objectif la signature de 10 contrats en 2013.

Les crédits affectés à la **consommation des services** (31,9 M€) augmentent de 0,27% (+0,1M€) en 2013. En réalité, après retraitement de l'opération du CAL, c'est près de 0,8 M€ de dépenses supplémentaires qui a pu être mis en place pour satisfaire les besoins nouveaux. Ces crédits complémentaires serviront à répondre principalement aux besoins nouveaux liés, par exemple, à la confection des repas de la cuisine centrale, à l'augmentation du prix de l'énergie (gaz, électricité, carburants...), à la croissance de la demande concernant les garderies périscolaires et les centres de loisirs et au financement des nouvelles manifestations programmées sur Tours en 2013 (Tour de France, exposition « Tours, mémoires d'une Ville »).

Le montant des **subventions de fonctionnement** versées (21,5 M€) ne progresse que de 0,24% (0,05 M€).

La somme dégagée après la réduction de 2,5% de la participation versée à la SEM "Tours Evènements" pour le fonctionnement du Centre des Congrès Vinci, sert à amplifier la contribution au fonctionnement du C.C.A.S. qui atteint 5,2M€ (+ 0,1 M€) dès le BP 2013. Par ailleurs, un effort est proposé en faveur des structures associatives relevant de la petite enfance.

Par ailleurs, tous les autres secteurs associatifs se voient attribuer une enveloppe globale équivalente à celle votée au BP 2012.

Les contingents et participations obligatoires (4,1 M€) évoluent, pour 2012, de 1,08%. La principale inscription concerne la dotation versée au Service Départemental d'Incendie et de Secours au titre du contingent incendie (2,9 M€ attendus pour 2013).

Les charges financières s'élèvent à 16 M€ en 2013 (contre 14,5 M€ au BP 2012) en augmentation de 10,25% soit + 1,5 M€

A l'intérieur de ce poste, il y a lieu de distinguer les frais relevant des intérêts des emprunts courants et les coûts se rapportant à l'utilisation des lignes de trésorerie. Sous l'effet de la diminution de l'encours de la dette et des taux d'intérêt, ces charges diminuent de 0,5 M€ entre les deux exercices (malgré l'inflation des marges bancaires).

Par ailleurs, la gestion d'une opération particulière de « swaps » nécessite l'inscription d'une dépense avec, en contrepartie, une recette complémentaire sur la ligne des produits financiers. Si la charge de ce « swaps » progresse sensiblement en 2013 (+2 M€), la recette correspondante des autres opérations rapporte 4,2 M€ d'où une soule positive de 0,2 M€ à attendre sur la gestion de ce portefeuille de contrats.

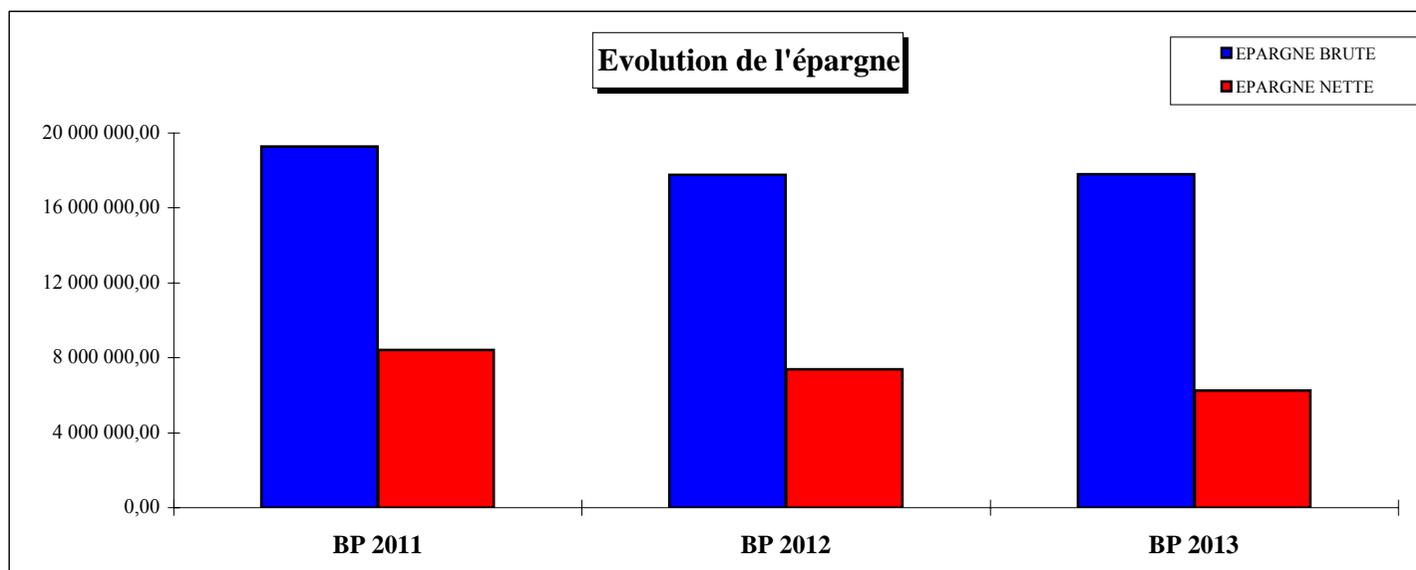
En résumé, la répartition des charges financières s'opère de la manière suivante :

- Intérêts des emprunts :	BP 2013 : 11,7 M€- BP 2012 : 12,1 M€
- Intérêts des lignes de trésorerie et CLTR :	BP 2013 : 0,3 M€- BP 2012 : 0,4 M€
- Autres charges financières :	BP 2013 : 4,0 M€- BP 2012 : 2,0 M€

Les autres dépenses (1,6 M€ soit +0,1 M€) regroupent principalement les indemnités de fonction et les frais de missions des élus (1 M€), les frais de fonctionnement des groupes d'élus (0,1 M€), les pertes sur créances irrécouvrables (0,1 M€), les charges exceptionnelles (0,3 M€) ainsi que les atténuations de produits.

L'autofinancement, constitué des dotations aux amortissements et du prélèvement, est stable à 18,1 M€

BUDGET PRINCIPAL	BP 2011	BP 2012	BP 2013	Montant 2013 - 2012	% 2013 / 2012
Recettes réelles de fonctionnement (a)	188 855 036,00	189 899 653,00	192 700 716,00	2 801 063,00	1,48%
Dépenses réelles de fonctionnement (sauf intérêt) (b)	157 884 603,00	160 064 045,00	162 883 242,00	2 819 197,00	1,76%
Capacité courante de financement (c)=(a-b)	30 970 433,00	29 835 608,00	29 817 474,00	-18 134,00	-0,06%
Intérêts (y compris rattachement des I.C.N.E.) (d)	11 683 419,00	12 077 000,00	12 016 000,00	-61 000,00	-0,51%
EPARGNE BRUTE	19 287 014,00	17 758 608,00	17 801 474,00	42 866,00	0,24%
Taux d'épargne	9,99%	9,35%	9,24%	-0,11%	-1,22%
Capital remboursé opérations courantes (f) (hors refinancement) (comprend la variation du CLTR)	10 860 855,00	10 368 656,00	11 553 894,00	1 185 238,00	11,43%
EPARGNE NETTE	8 426 159,00	7 389 952,00	6 247 580,00	-1 142 372,00	-15,46%



I - 3 - LES RATIOS - L'AUTOFINANCEMENT

L'augmentation linéaire des dépenses et recettes réelles de la section de fonctionnement, soit + 2,8 M€ constatée au stade du BP 2013 par rapport au BP 2012 (hors intérêts de la dette), entraîne une stabilité de la **capacité courante de financement** à 29,8 M€

Comme la charge des intérêts des emprunts (12 M€) diminue légèrement en 2013 (-0,1 M€), l'**épargne brute** progresse de 0,24% pour s'établir à 17,8M€

Toutefois, en raison de la progression du capital remboursé de 1,2 M€(11,6 M€en 2013 contre 10,4 M€en 2012), l'**épargne nette** se contracte de cette différence pour s'afficher à 6,2 M€

Les ratios obligatoires, qui représentent les autres indicateurs financiers, vous sont exposés ci-après.

RATIOS BP 2013

COMMUNE DE TOURS	BUDGET PRIMITIF 2013
-------------------------	-----------------------------

I - INFORMATIONS GENERALES INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (municipale et comptée à part - colonne h du recensement INSEE)	138 588
Nombre de résidences secondaires	1 296
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère	Tour(s)plus

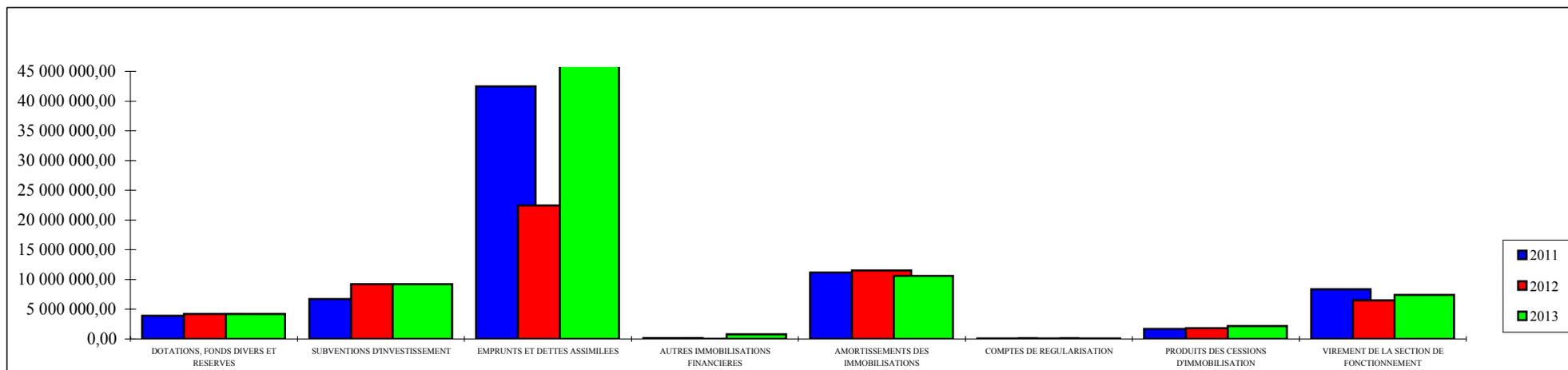
Informations fiscales (N-2)						
Fiche DGF 2010	Potentiel fiscal et financier		Valeurs par hab. pour la commune (Pop. DGF)		Moyennes nationales de la strate/hab.	
	Fiscal	Financier			Fiscal	Financier
3 Taxes	63 067 841		450,55			
4 Taxes	118 223 769	153 942 326	844,58	1 099,75		1 224,68

Informations financières - ratios -	Valeurs communales	Moyennes nationales (1)
1 Dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie/population	1 262,01	1 139,00
2 Produit des taxes / population	509,85	531,00
3 Recettes réelles de fonctionnement/population	1 390,46	1 350,00
4 Dépenses d'équipement/population	197,04	267,00
5 Encours de dette/population	1 692,75	1 088,00
6 Dotation globale de fonctionnement/population	293,59	276,00
7 Dépenses de personnel/Dépenses réelles de fonctionnement	59,6%	56,2%
8 Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal des trois taxes	112,0%	112,3%
9 Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement de la dette en capital/R.R.F.	96,8%	93,1%
10 Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement	14,2%	19,7%
11 Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement	121,7%	80,6%

(1) Source : D.G.C.L. "Les collectivités locales en chiffres 2012" (Strate de plus de 100 000 habitants hors Paris)
 Dernier recensement connu et publié de la DGCL à partir des données des comptes de gestion 2010 sur www.dgcl.interieur.gouv.fr
http://www.dgcl.interieur.gouv.fr/sections/a_votre_service/statistiques/collectivites_locale/copy_of_les_collectivites_l/view

RECETTES D'INVESTISSEMENT (REELLES + ORDRE) BUDGET PRINCIPAL

COMPTE PAR NATURE		BP PRINCIPAL 2011	BP PRINCIPAL 2012	BP PRINCIPAL 2013	% 2013 / 2012	Montant 2013 - 2012
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	3 900 000,00	4 200 000,00	4 200 000,00	0,00%	0,00
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	6 722 907,00	9 200 470,00	9 225 020,00	0,27%	24 550,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	42 508 187,00	22 444 004,00	50 637 445,00	125,62%	28 193 441,00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	109 660,00	38 391,00	763 000,00	1887,44%	724 609,00
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	11 149 678,00	11 500 000,00	10 600 000,00	-7,83%	-900 000,00
48	COMPTE DE REGULARISATION	101 105,00	101 105,00	101 105,00	0,00%	0,00
024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATION	1 700 000,00	1 800 000,00	2 160 000,00	20,00%	360 000,00
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	8 349 731,00	6 471 103,00	7 392 869,00	14,24%	921 766,00
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT		74 541 268,00	55 755 073,00	85 079 439,00	52,59%	29 324 366,00



II - L'INVESTISSEMENT

II - I - LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

L'évolution des masses budgétaires de cette section n'est pas significative d'une année sur l'autre, compte-tenu des opérations particulières qui peuvent affecter le volume des inscriptions (en recettes et dépenses) notamment celles consacrées aux emprunts.

A ce titre, pour 2013, le chapitre 16 «**emprunts et dettes assimilées**» (50,6 M€) augmente de 28,2 M€ en lien avec le besoin affiché sur la ligne consacrée à la capacité de tirage des «Crédits à Long Terme Renouvelables» (43,1 M€ contre 14,9 M€) alors que l'emprunt nouveau reste stable à 7,5 M€

«**Les dotations, fonds divers et réserves**» (4,2 M€) restent identiques aux montants inscrits en 2012 et intègrent le FCTVA pour 3,6 M€ et la taxe d'aménagement pour 0,6 M€

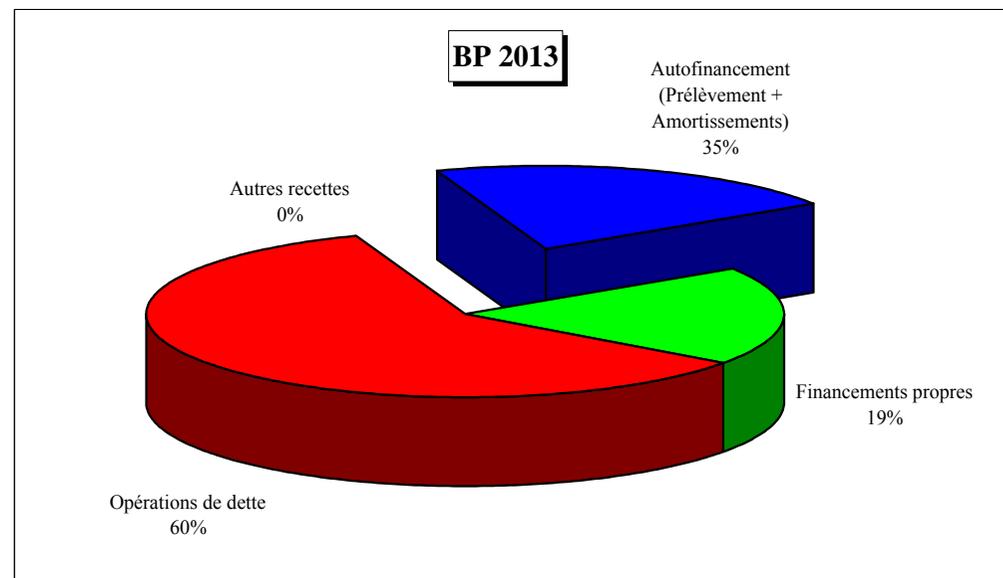
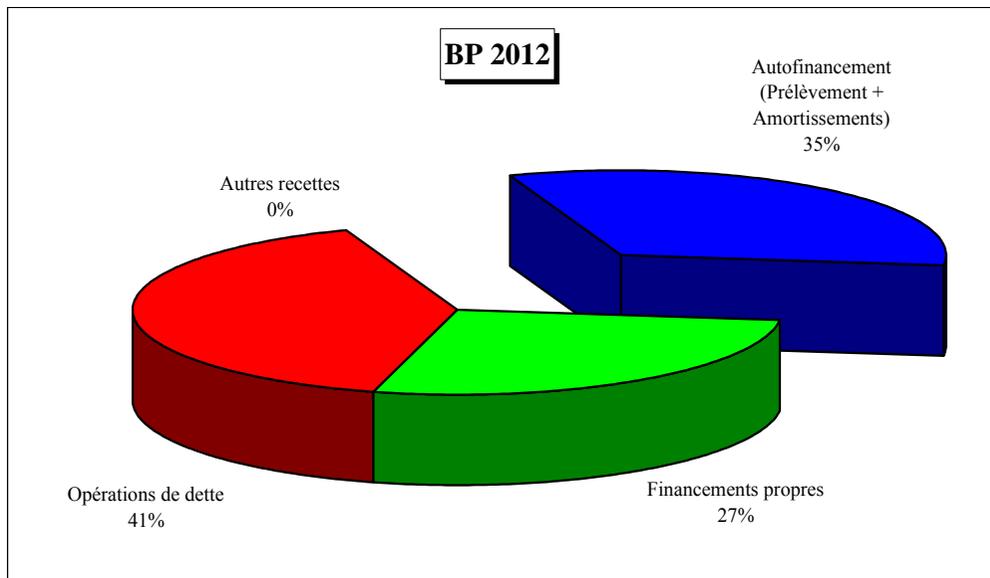
Le compte 13 «**subventions d'investissement**» (9,2 M€ au BP 2013 idem qu'en 2012) enregistre les subventions d'équipement reçues (6,5 M€ soit -0,2 M€) et le produit des amendes de police (2,7 M€ soit + 0,2 M€).

Les «**autres immobilisations financières**» totalisent un montant de créances de 0,8 M€ (+0,7 M€) alors que les «**cessions d'actifs**» sont évaluées à 2,2 M€ (soit + 0,4 M€).

Les autres postes de recettes, à savoir les comptes 28 «**amortissements des immobilisations**» (10,6 M€), 48 «**comptes de régularisation**» (0,1 M€) et 021 «**virement de la section de fonctionnement**» (7,4 M€), constituent l'**autofinancement** de la section d'investissement qui ressort à 18,1 M€

EVOLUTION PAR NATURE DU BUDGET PRINCIPAL

RECETTES D'INVESTISSEMENT	BP 2011	BP 2012	BP 2013	% d'évolution	Montant
<i>Autofinancement (amortissement + prélèvement)</i>	19 600 514	18 072 208	18 093 974	0,12%	21 766
<i>Financements propres</i>	12 432 567	15 238 861	16 348 020	7,28%	1 109 159
- Dotations et amendes de police (FCTVA, T.A., amendes de police)	6 000 000	6 700 000	6 900 000	2,99%	200 000
- Cessions d'actifs	1 700 000	1 800 000	2 160 000	20,00%	360 000
- Créances	109 660	38 391	763 000	1887,44%	724 609
- Subventions d'investissement & opérations sous mandat	4 622 907	6 700 470	6 525 020	-2,62%	-175 450
<i>Opérations de dette</i>	42 504 687	22 440 004	50 633 945	125,64%	28 193 941
- Emprunts nouveaux	8 500 000	7 500 000	7 500 000	0,00%	0
- Crédits long terme renouvelable	25 269 392	14 940 004	43 133 945	188,71%	28 193 941
- Réaménagement de dettes	8 735 295				0
<i>Autres recettes</i>	3 500	4 000	3 500	-12,50%	-500
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	74 541 268	55 755 073	85 079 439	52,59%	29 324 366



Les recettes d'investissement sont constituées des financements propres de cette section, qu'ils soient d'origine interne (autofinancement, cessions d'actifs, créances) ou externe (FCTVA, Taxe d'aménagement, amendes de police, subventions) et une ressource exogène à la collectivité (l'emprunt).

En dehors de l'autofinancement (18,1 M€), les autres **financements propres** s'élèvent à **16,3M€ en 2013**, contre 15,2M€ au BP 2012, soit une variation de + **1,1 M€** répartis comme suit :

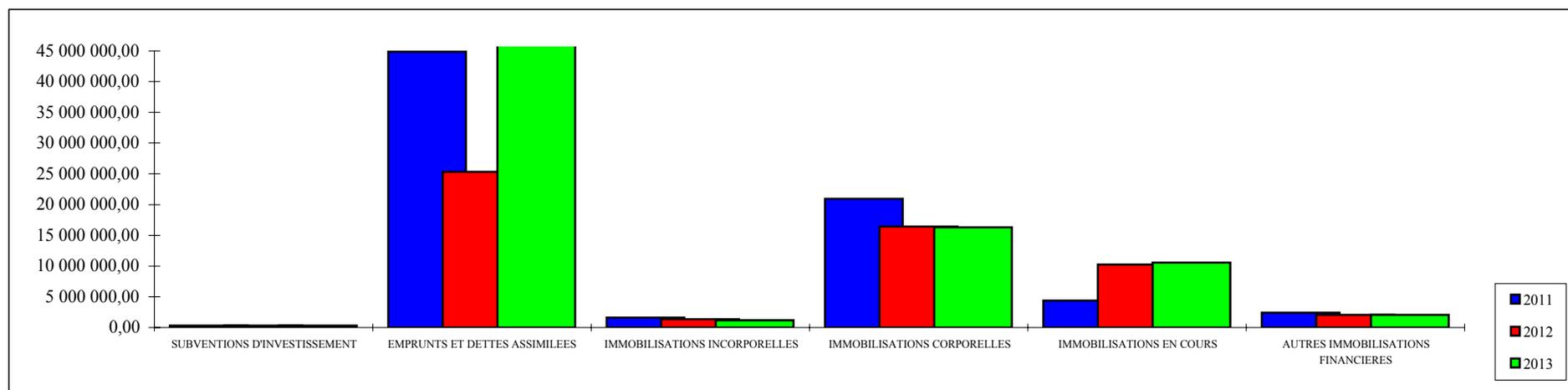
- le FCTVA : 3,6M€(idem qu'au BP 2012) ;
- la Taxe d'Aménagement (ex Taxe Locale d'Equipement) : 0,6 M€(idem) ;
- le produit des amendes de police : 2,7M€soit le montant notifié de 2012 (contre 2,5M€au BP 2012 soit + 0,2M€) ;
- les créances : 0,8M€(+0,7M€) dont 0,7M€correspondant à un différé de paiement provenant de la vente d'un terrain ;
- les cessions d'actifs : 2,2M€(contre 1,8M€soit + 0,4M€) ;
- Les subventions : 6,5M€(contre 6,7M€soit -0,2M€). A ce titre, peuvent être citées les participations provenant de :
 - Tour(s)plus : 3,1 M€dont 1M€pour l'aménagement du quartier des Deux Lions, 1,7 M€affecté à la restructuration de la piscine Gilbert Bozon et 0,4 M€destiné à l'aménagement de la place du général Leclerc ;
 - la Région Centre pour 1,7 M€au titre du contrat d'agglomération signé pour la période 2008/2013 (crèche Monconseil, bibliothèque Centrale, Place Meffre) ;
 - l'Etat pour 1,5 M€pour la restructuration de la bibliothèque Centrale ;
 - autres partenaires pour 0,2 M€

Le besoin d'**emprunt** pour 2013 est arrêté à la somme de 7,5 M€soit un montant équivalent à celui inscrit au BP 2012.

La ligne consacrée aux C.L.T.R. (43,1M€) trouve sa contrepartie en dépenses d'investissement pour un même montant. Ces inscriptions servent à satisfaire les besoins en crédits budgétaires nécessaires à la mobilisation de ces emprunts qui fonctionnent comme des lignes de trésorerie.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (REELLES + ORDRE) BUDGET PRINCIPAL

COMPTE PAR CHAPITRE		BP PRINCIPAL 2011	BP PRINCIPAL 2012	BP PRINCIPAL 2013	% 2013 / 2012	Montant 2013 - 2012
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	313 500,00	313 600,00	292 500,00	-6,73%	-21 100,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	44 877 742,00	25 318 860,00	54 696 839,00	116,03%	29 377 979,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 629 871,00	1 364 180,00	1 187 200,00	-12,97%	-176 980,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	20 952 434,00	16 423 660,00	16 285 600,00	-0,84%	-138 060,00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	4 360 000,00	10 268 300,00	10 574 300,00	2,98%	306 000,00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 401 300,00	2 043 000,00	2 043 000,00	0,00%	0,00
020	DEPENSES IMPREVUES	6 421,00	23 473,00	0,00	-100,00%	-23 473,00
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT		74 541 268,00	55 755 073,00	85 079 439,00	52,59%	29 324 366,00



II - 2 - LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

L'impact de la variation de certains postes de recettes se retrouve automatiquement sur l'évolution des lignes de dépenses et notamment sur le chapitre 16 «**emprunts et dettes assimilées**» (54,7 M€) qui augmente de 29,4 M€ et regroupe :

- 11,6 M€ consacrés au remboursement courant du capital des emprunts (contre 10,4 M€ en 2012 soit +1,2 M€) reflétant un **désendettement net de 4,1 M€** (besoin d'emprunt de 7,5 M€ en 2013) ;
- 43,1 M€ affectés à l'utilisation des C.L.T.R. (contre 14,9 M€ soit +28,2 M€).

Pour information, l'**annuité globale de la dette** (intérêt et capital) ressort à **23,6 M€ en 2013** (contre 22,5 M€ en 2012), pour un **encours de dette** estimé à **234,5 M€ au 31/12/2013** (contre 238,6 M€ au 31/12/2012 et 284 M€ en 1995 soit -49,5 M€ depuis cette date).

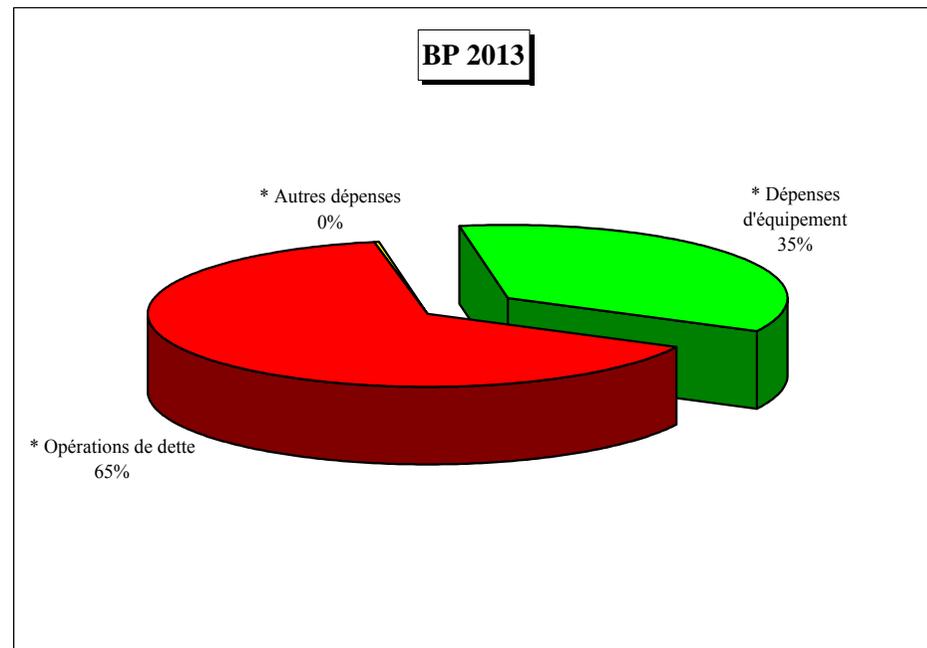
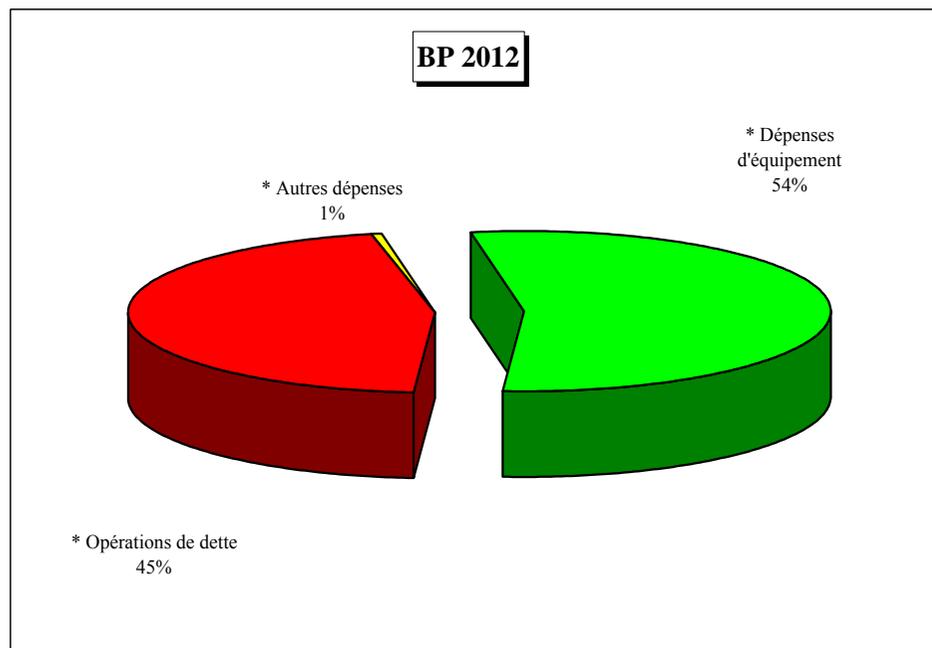
Pour le reste des dépenses, qui concerne essentiellement les sommes consacrées **au plan d'équipement**, soit **30,1 M€** (comptes 20 à 27), la ventilation des articles par nature des programmes conduit à des répartitions différentes d'un exercice sur l'autre.

Le compte 13 «**Subventions d'Investissement**» (0,3 M€) regroupe un mouvement d'ordre de reprise des subventions d'investissement au compte de résultat trouvant sa contrepartie en recettes de fonctionnement.

Le détail de ces rubriques vous est présenté dans les pages qui suivent.

EVOLUTION PAR NATURE DU BUDGET PRINCIPAL

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	BP 2011	BP 2012	BP 2013	% d'évolution	Montant
* <i>Dépenses d'équipement</i>	29 343 605	30 099 140	30 090 100	-0,03%	-9 040
* <i>Opérations de dette</i>	44 865 542	25 308 660	54 687 839	116,08%	29 379 179
- Remboursement de la dette (y compris part CLTR)	10 860 855	10 368 656	11 553 894	11,43%	1 185 238
- Crédit long terme renouvelable (droit de tirage)	25 269 392	14 940 004	43 133 945	188,71%	28 193 941
- Réaménagement de la dette	8 735 295				0
* <i>Autres dépenses</i>	332 121	347 273	301 500	-13,18%	-45 773
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	74 541 268	55 755 073	85 079 439	52,59%	29 324 366



Le montant total du **Plan d'Équipement** 2013 s'élève à **30,1 M€**, soit un volume pratiquement équivalent à celui de l'exercice passé.

Si l'on consolide cette enveloppe avec les opérations prises en charge par la Communauté d'Agglomération Tour(s)plus (16 M€), celles financées sur le budget annexe de l'eau (3,9 M€), celles assurées par le S.I.T.C.A.T. (4,2 M€), en dehors des travaux engagés pour le tramway (145 M€pour 2013), ce sont **près de 54,2 M€** qui seront investis sur le territoire de la Ville en 2013.

Pour le budget principal de la Ville, le financement de ce plan d'équipement est assuré par l'épargne nette pour 6,2 M€ (21%), les autres financements propres dégagés de la section d'investissement pour 9,9 M€ (32%), les subventions reçues pour 6,5 M€ (22%) et par l'emprunt pour 7,5 M€ (25%).

Le détail de ces différents programmes vous est exposé dans les tableaux ci-après avec le montant des autorisations de programme votées.

Liste des programmes d'investissement

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2013

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2013
ANIMATION COMMERCIALE ET PATRIMONIALE		
<u>COMMERCE</u>		70 000
Renouvellement des bornes électriques		40 000
Fête foraine : création d'un terrain d'accueil pour caravanes		30 000
<u>PATRIMOINE</u>		30 000
Fouilles sur site Marmoutier		20 000
Site Marmoutier : travaux conservatoires pour ouverture au public		10 000
TOTAL ANIMATION COMMERCIALE ET PATRIMONIALE		100 000

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2013

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2013
JEUNESSE		
<u>GROUPES SCOLAIRES</u>		1 305 000
<u>Bâtiments</u>		
- Travaux de grosses réparations (dont désamiantage)		400 000
- Logements de fonction - Conciergeries		10 000
- Remise en état des locaux accueil périscolaire		50 000
- Groupe scolaire J.Fontaine : reconstruction maternelle et primaire (AP 137)	5 045 300	300 000
<u>Equipements</u>		
- Dotation mobilier dans les écoles		70 000
- Dotation matériel pédagogique		35 000
- Plan multimédia écoles		180 000
- Aménagement des cours d'écoles		210 000
- Mobilier pour accueil dans les écoles		20 000
- Aires de jeux scolaires : rénovation		30 000
<u>RESTAURANTS SCOLAIRES</u>		450 000
Cuisine centrale : travaux de mise aux normes des locaux		80 000
Cuisine centrale : acquisition de matériels		65 000
Programme de mobiliers dans les restaurants scolaires		20 000
Programme de renouvellement des fours et des lave-vaisselles		40 000
Traitement acoustique de salles de restauration		30 000
Restauration Raspail : restructuration des locaux 1ère tranche (AP 143)	250 000	215 000
<u>ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET PROFESSIONNEL</u>		290 000
AFPP Preuilly - Travaux de sécurité		40 000
Université F.Rabelais : Centre de ressources en langue (AP 145)	1 500 000	250 000
TOTAL JEUNESSE		2 045 000

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2013

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2013
SPORTS		
<u>BATIMENT</u>		4 405 000
- CMS - Travaux de sécurité : conformité du câblage électrique		30 000
- CMS - Piscine Bozon - Restructuration et rénovation (AP 129)	6 200 000	3 700 000
- CMS - Patinoire - Remplacement de l'adoucisseur		5 000
- CMS - Secteur atelier : extension de l'atelier de serrurerie		110 000
- Bâtiments sportifs - Travaux de grosses réparations (dont désamiantage)		400 000
- COSEC Corneille - Réfection du plateau sportif		15 000
- Gymnase Racault (AP 148) : traitement du plafond de la salle de sport (dont désamiantage)	150 000	140 000
- ATGT - Audit technique des installations		5 000
<u>EQUIPEMENTS EXTERIEURS</u>		60 000
- Travaux 1ère urgence (plateaux sportifs, zones accostage etc...)		60 000
<u>SERVICE DES SPORTS</u>		280 000
- Matériels et équipements		200 000
- Travaux en régie		80 000
TOTAL SPORTS		4 745 000

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2013

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2013
CULTURE		
- Conservatoire à Rayonnement Régional		115 000
Acquisition d'instruments et matériel de musique		50 000
Travaux de grosses réparations		50 000
Réparation des corniches de l'ex école de musique		15 000
- Bibliothèque		3 861 000
Acquisition d'ouvrages		300 000
Acquisitions patrimoniales (dont le Fonds Bonnefoy)		10 000
Bibliothèque centrale : Travaux de mise aux normes et de modernisation (AP 116)	5 800 000	3 500 000
Equipement du réseau bibliothèque - Postes de travail		51 000
- Bibliothèque de la Rotonde		5 000
Diagnostic parasitaire		5 000
- Musée des Beaux Arts		150 000
Acquisition et restauration d'oeuvres d'art		40 000
Restauration des œuvres avant déplacement sur le site de la Camusière (AP 132)	263 733	50 000
Traitement des éléments en bois du Musée (œuvres, escalier, mobilier)		60 000
- Museum d'Histoire Naturelle		5 000
Naturalisation d'animaux		5 000
- EPCC Tours, Angers, Le Mans		25 000
Acquisition de matériels		25 000
- Château de Tours		30 000
Logis de Mars : remplacement de menuiseries extérieures		30 000
- Grand Théâtre		50 000
Travaux de sécurité incendie		50 000
- Théâtre Le Petit Fauchoux		85 000
Remplacement et mise en conformité monte-charge		85 000
- Centre chorégraphique national de Tours		15 000
Réfection du chéneau en toiture et réalisation d'un garde-corps		15 000
TOTAL CULTURE		4 341 000

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2013

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2013
ENVIRONNEMENT		
<u>PARCS ET JARDINS</u>		983 000
Parc paysager Plaine Gloriette - Aire d'animation		25 000
Création et rénovation de jardins partagés et familiaux		50 000
Régénération des parcs forestiers		20 000
Travaux divers de grosses réparations		5 000
Matériel, mobilier de jardin et signalétique installés en régie		60 000
Cheptel et collections		7 000
Jardin Botanique - Présentation et animation des collections botaniques		25 000
Mise aux normes des enclos animaliers		10 000
Restauration de jardins historiques		15 000
Rénovation des plans d'eau et rives		50 000
Jardin Place Meffre (AP 133)	956 800	276 000
Travaux en régie		160 000
Valorisation Main d'Oeuvre		280 000
<u>Matériel</u>		240 000
Divers matériels Parcs et Jardins (spécialisé et outillage)		120 000
Acquisition de bacs d'orangerie		20 000
Acquisition de bacs urbains (accompagnement végétalisé du TRAM)		100 000
TOTAL ENVIRONNEMENT		1 223 000

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2013

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2013
SOCIAL		
<u>EQUIPEMENTS SOCIAUX</u>		1 084 000
CRECHES		
Crèches (travaux de grosses réparations)		150 000
Acquisition de matériel et mobilier pour les crèches		80 000
Crèche Grenouillère (AP 138)	2 820 000	440 000
Aménagement des cours de crèches		20 000
PATRONAGES ET EQUIPEMENTS SOCIO-CULTURELS		
Patronages et équipements socio-culturels - travaux et mobilier		80 000
CENTRES DE LOISIRS		
La Charpraie : Réaménagement bâtiments Tilleul et Chêne - 2ème tranche (dont désamiantage)		100 000
Centres de loisirs - Opérateurs		100 000
DIVERS		
Aires de jeux d'enfants dans les quartiers		80 000
Centre d'hébergement A.Thomas : grosses réparations		25 000
Centre de vie du Sanitas : rafraîchissement local serveur Mission Locale		9 000
<u>AUTRES</u>		355 200
Logement social (AP 149)	330 000	330 000
Subventions à verser en annuités		25 200
<u>COHESION SOCIALE</u>		225 000
Subventions d'équipement		40 000
Conseils de la Vie Locale		140 000
Equipement divers - renouvellement de matériels		45 000
TOTAL SOCIAL		1 664 200

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2013

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2013
VIE DE LA CITE		
<u>Mairie Centrale</u>		387 000
Aménagement de Services		100 000
Hôtel de Ville : réaménagt locaux RDC Est pour le personnel municipal (amiante)		200 000
Hôtel de Ville - Consolidation d'éléments de façades		50 000
Bâtiment Heurteloup - Climatisation service Stationnement 5ème étage		7 000
Bâtiment Heurteloup - Réfection des réseaux d'eau potable		30 000
<u>TRAVAUX SUR LES BATIMENTS PUBLICS</u>		1 367 000
Travaux de bâtiments		170 000
Travaux de sécurité dans divers bâtiments		120 000
Mise en conformité des ascenseurs		40 000
Mise en conformité des installations électriques : conformité		40 000
Mise en conformité des installations électriques : détecteur ionique		50 000
Accès handicapés : diagnostic et travaux		200 000
Extension d'alarme anti-intrusion		7 000
Travaux sur paratonnerres		10 000
Extension des locaux du Centre Funéraire (AP 139)	1 100 320	150 000
Fourrière de Larçay (AP 141)	600 000	100 000
Salle des fêtes de Sainte-Radegonde - Réhabilitation (AP 146)	445 000	100 000
Digitalisation des plans municipaux		30 000
Travaux en Régie		
- Bâtiments -Crédits matériaux		100 000
- Bâtiments - Valorisation Main d'Oeuvre		250 000

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2013

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2013
<u>SECURISATION ET AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT</u>		1 521 300
- Remboursement créances P4 dossier PPP chauffage urbain (AP 104)	4 301 446	358 300
- Mairie : réfection des armoires électriques		10 000
- Hôtel de Ville : travaux de sécurité incendie		30 000
- Mise en conformité des installations d'eau chaude sanitaire		30 000
- Diagnostic moyens d'aération et surveillance qualité de l'air dans les ERP		30 000
- Réfection des TGBT dans locaux transformateurs		25 000
- Diagnostic amiante et plomb		60 000
- Travaux de désamiantage		500 000
- Travaux d'économies d'énergies		300 000
- Diagnostic performances énergétiques		8 000
- Véhicules propres		50 000
- Optimisation de l'eau et arrosage intégré		60 000
- Production horticole : régulation climatique des serres		35 000
- Matériel Gestion Adaptée (Parcs Jardins)		25 000
<u>EDIFICES CULTUELS</u>		45 000
Basilique Saint-Martin : travaux de sécurité (dôme et couverture)		30 000
Eglise Saint-Symphorien : consolidation d'un contrefort Est		15 000
<u>CIMETIERES</u>		200 500
Travaux divers		110 000
Cimetière d'Esvres : réfection du système d'épandage des eaux usées		35 000
<u>Travaux en régie</u>		
Crédits matériaux		30 500
Valorisation Main d'Oeuvre		25 000
<u>POLICE MUNICIPALE</u>		60 000
Acquisitions diverses		20 000
Alarmes : frontal de réception		10 000
Armoires fortes pour armement		30 000
<u>AUTRES</u>		65 000
Matériel et Fêtes : divers matériels		25 000
Archives Municipales - Restauration des œuvres et objets d'art		13 000
Archives Municipales - Numérisation des documents anciens		7 000
Service Population : Numérisation des actes d'Etat Civil		20 000
TOTAL VIE DE LA CITE		3 645 800

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2013

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2013
ADMINISTRATION LOGISTIQUE MUNICIPALE		
<u>LOCAUX D'EQUIPES MUNICIPALES</u>		
		35 000
Propreté Urbaine : travaux divers au poste de désinfection		20 000
Parc Autos : modernisation du garage municipal		15 000
<u>PARC AUTOS</u>		
		95 000
Grosses réparations		80 000
Matériel Parcs autos		15 000
<u>EQUIPEMENT MATERIEL</u>		
		522 000
- Enveloppe matériel		145 000
- Renouvellement de véhicules		300 000
- Autocommutateur de la mairie : renouvellement (AP 136)	535 000	20 000
Sécurité Civile et Prévention		
- Matériel de défense civile et incendie		10 000
- Acquisition de défibrillateurs		2 000
- Accueil sécurité HDV : vidéoprotection parking HDV		20 000
Ressources Humaines		
- Prévention professionnelle : matériel		15 000
- Personnel handicapé : matériel		10 000
<u>MOYENS DE GESTION COMMUN</u>		
		727 000
Plan des actions envers la population et modernisation des méthodes de travail		350 000
Accès sécurisé des bâtiments - contrôle d'accès		100 000
Plan particulier Réseau Indépendant Ville		120 000
Programmes particuliers des services		150 000
Plan Espaces Publics Numériques		7 000
TOTAL ADMINIST. LOGIST. MUNICIPALE		1 379 000

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2013

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2013
AMENAGEMENTS ET COMMUNICATIONS URBAINS		
<u>TRAVAUX CONFIES AUX SEM</u>		2 043 000
S.E.T. Quartier 2 lions		2 043 000
<u>PROGRAMMES ANNUELS DE VOIRIE</u>		1 437 000
Aménagement de pistes cyclables		100 000
Travaux de voirie - Chaussées		800 000
Travaux de voirie - Trottoirs		500 000
Travaux d'accompagnement régie - matériel		37 000
<u>OPERATIONS PARTICULIERES</u>		1 270 000
Démolition d'immeubles		50 000
PVR Pinget / Giraudoux		238 000
Avenue de Florence		25 000
Place Jean Jaurès (AP 142)	838 537	380 000
Place du Général Leclerc (AP 142)	1 200 000	577 000
<u>INFRASTRUCTURES ROUTIERES</u>		75 000
Garde corps		25 000
Ponts - Inspection d'ouvrage		50 000
<u>AMENAGEMENT URBAIN</u>		500 000
Acquisitions foncières		100 000
Plan d'embellissement		400 000
<u>ECLAIRAGE PUBLIC</u>		632 600
Rénovation des réseaux		40 000
Rénovation des réseaux de Tours Nord		125 000
Rénovation des réseaux de Tours Centre		199 000
Rénovation des réseaux de Tours Sud		80 000
Matériel pour rénovation des réseaux d'éclairage public		50 000
Accompagnement à la dissimulation des réseaux		82 000
Plateforme rayonnage		15 000
Matériel et outillage		1 600
Diagnostic éclairage		40 000
<u>SUIVIS DES CONCESSIONS</u>		280 000
Investissement sur réseau EDF suite à opérations d'urbanisme		50 000
Secteur François 1er : déplacement transformateur et poste de détente gaz		80 000
Dissimulation des réseaux aériens		150 000

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2013

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2013
<u>EAUX PLUVIALES</u>		230 000
Fourniture de tampons fonte		20 000
Extension réseaux		30 000
Renforcement des talus rue de Suède (Fontaine de Mié)		75 000
Mise en séparatif EU / EP secteur Champ Chardon		50 000
Fontaine Pottier / De Vildé		30 000
Amélioration avaloirs Sainte-Radegonde et Saint-Symphorien		25 000
<u>BASSINS ET FONTAINES</u>		12 000
Acquisition de matériel et outillage		2 000
Travaux de maçonnerie divers sur ouvrages (grosses réparations sur matériel)		5 000
Remplacement des pompes dans divers bassins		5 000
<u>VOIRIE FLUVIALE</u>		87 000
Acquisition de matériel et outillage		2 000
Remplacement équipements électriques poste de crue		10 000
Emplacement rambardes barrage sur le Cher et signalisation noyades		75 000
<u>AUTRES</u>		50 000
Subventions de ravalement		50 000
<u>CIRCULATION - STATIONNEMENT</u>		320 000
Aménagement de sécurité		40 000
Signalisation tricolore		40 000
Equipement ateliers		5 000
Matériel spécifique (maintenance et réovation)		20 000
Mobilier urbain		30 000
Jalonnement		35 000
Mise en accessibilité PMR		50 000
Extension stationnement payant		100 000

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2013

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2013
<u>TOPOGRAPHIE ET CARTOGRAPHIE</u>		70 000
Travaux topographiques		20 000
Mise à jour du plan topographique urbain		15 000
Licence Covadis brigade topo		35 000
<u>NETTOIEMENT</u>		280 000
Engins divers		260 000
Divers matériels		20 000
<u>TRAVAUX EN REGIE</u>		3 660 500
Crédits matériaux		750 000
Valorisation Main d'Oeuvre		2 910 500
TOTAL AMENAGEMENTS ET COMMUNICATIONS URBAINS		10 947 100
Total Général des Programmes d'Investissement 2013		30 090 100

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT PRIS EN CHARGE PAR TOUR(S) PLUS - PROJETS 2013

Libellés	Crédits de paiement
ECONOMIE	7 973 800
Quartier des 2 Lions	1 017 000
Rochevinard - Restructuration Vatel	260 000
Halles de Tours - requalification des façades	251 800
Carreau des Halles	785 000
Signalétique sites activités Tours Nord	50 000
Pôle S2E2 - CERTEM Plus	4 000 000
Présidence de l'Université	1 610 000
SPORTS	2 137 000
Rénovation Piscine Bozon FDC	1 100 000
Rivière de contournement	100 000
Boulodrome	407 000
Lac Peupleraie	30 000
Terrain synthétique des Fontaines	500 000
CULTURE	3 315 000
Centre d'Art Contemporain O.Debré	300 000
Pôle des arts urbains (Grandes Brosses et Saint Pierre des Corps)	3 015 000
SOCIAL	60 000
Centre - Franchissement dénivelé gare de Tours - Maîtrise d'œuvre	60 000
AMENAGEMENTS ET COMMUNICATIONS URBAINS	2 000 000
Fonds de concours Place du Général Leclerc	200 000
Travaux de revêtement de chaussée	700 000
Programme 2 roues	300 000
Réhabilitation ouvrages d'art - Soutènement Avenue Pompidou	800 000
ENVIRONNEMENT	500 000
Bois rue de la Chambrière	100 000
Réhabilitation bâtiment agricole Gloriette	400 000
TOURISME	30 000
Auberge de jeunesse	30 000
Total Général des Programmes d'Investissement 2013	16 015 800

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT PRIS EN CHARGE PAR LE SITCAT - PROJETS 2013

Libellés	Crédits de paiement
AMENAGEMENTS LIES A LA RESTRUCTURATION DU RESEAU	4 170 000
Programme de revêtement et d'équipement	700 000
Parc relais Mayer	910 000
Liaison Grammont Trouseau	2 510 000
Liaison Heurteloup Vaucanson	50 000
Total Général des Programmes d'Investissement 2013	4 170 000

Pour mémoire, le montant des travaux directement liés au tramway s'élèvera sur l'exercice à **145.008.948 €**

INVESTISSEMENTS PROGRAMMES SUR LA VILLE DE TOURS EN 2013

Libellés	Programmes d'Investissement Ville de Tours	Programmes d'Investissement Tour(s) Plus	Programmes d'Investissement Sitcat	Programmes d'Investissement Budgets annexes	Total par Domaine
ANIMATION COMMERCIALE ET PATRIMONIALE	100 000				100 000
ECONOMIE		7 973 800			7 973 800
JEUNESSE	2 045 000				2 045 000
SPORTS	4 745 000	2 137 000			6 882 000
CULTURE	4 341 000	3 315 000			7 656 000
ENVIRONNEMENT	1 223 000	500 000			1 723 000
SOCIAL	1 664 200	60 000			1 724 200
VIE DE LA CITE	3 645 800				3 645 800
ADMINISTRATION LOGISTIQUE MUNICIPALE	1 379 000				1 379 000
AMENAGEMENTS ET COMMUNICATIONS URBAINS	10 947 100	2 000 000			12 947 100
TOURISME		30 000			30 000
TRANSPORT			4 170 000		4 170 000
EAU				3 948 000	3 948 000
Total Général des Programmes d'Investissement 2013	30 090 100	16 015 800	4 170 000	3 948 000	54 223 900

Pour mémoire, le montant des travaux directement liés au tramway s'élèvera sur le Budget du SITCAT à 145.008.948 €

Liste des autorisations de programme
et des autorisations d'engagement

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N°	Intitulé de l'AP	Montant des AP					Montant des CP			
		Opération	Service Gestion.	Pm, AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice 2013	Total cumulé (Toutes les DM y compris pour 2013)	Crédits de paiement antérieurs	CP ouverts au titre de l'exercice 2013	Reste à financer de l'exercice 2014	Reste à financer (exercices au-delà de 2014)
10	UFR Médecine	950 E4	Finances	6 950 000,83		6 950 000,83	6 950 000,83			
81	CMS - Travaux de sécurité 3ème phase	551B1	Bâtiments	386 860,51		386 860,51	386 860,51			
84	Gymnase Monconseil	650N3	CA Bâtiments	6 514 007,98		6 514 007,98	6 514 007,98			
87	Avenue Proudhon	653Q3	PL Techniques	869 526,79		869 526,79	869 526,79			
88	Boulevard Heurteloup Extrémité Est	654Z0	CA Techniques	714 627,56		714 627,56	714 627,56			
91	Site de Grandmont - opération d'extension - Restructuration du Bâtiment H	657T6	Finances	500 000,00		500 000,00	500 000,00			
95	Mise aux normes de l'office du GS C.Boutard	753Z0	Bâtiments	584 585,42		584 585,42	584 585,42			
96	Informatisation de la Médiathèque et des bibliothèques	754Z0	DOMTG	396 831,80		396 831,80	396 831,80			
101	CFA Douets - Bâtiments pour ascensoristes	752Z0	Bâtiments	5 586 796,11		5 586 796,11	5 586 796,11			
103	Place Michelet	758A1	Techniques	669 679,16		669 679,16	669 679,16			
104	PPP Chauffage urbain	759Z0	Bâtiments	4 301 446,00		4 301 446,00	1 893 598,81	358 300,00	358 300,00	1 691 247,19
106	Ecole Rabelais - Restructuration et extension locaux de restauration	760 E4	Bâtiments	450 015,33		450 015,33	450 015,33			
107	Locaux d'équipes côteaux du Cher	761 I6	Bâtiments	670 840,28		670 840,28	670 840,28			
109	Logement Social	852Z0	Finances	3 767 081,99		3 767 081,99	3 597 980,49		169 101,50	
111	Aménagement des réserves de la Camusière	858Z0	Bâtiments	2 800 000,00		2 800 000,00	417 482,64		900 000,00	1 482 517,36

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N°	Intitulé de l'AP	Montant des AP					Montant des CP			
		Opération	Service Gestion.	Pm, AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice 2013	Total cumulé (Toutes les DM y compris pour 2013)	Crédits de paiement antérieurs	CP ouverts au titre de l'exercice 2013	Reste à financer de l'exercice 2014	Reste à financer (exercices au-delà de 2014)
112	Aménagement boulevard Tonnelé	859Z0	Techniques	1 141 594,29		1 141 594,29	1 141 594,29			
113	Réaménagement des vestiaires du petit bassin de la piscine Bozon	965B1	Bâtiments	445 444,67		445 444,67	445 444,67			
114	Mise en sécurité des réserves de la Bibliothèque	966A1	Bâtiments	1 414 905,62		1 414 905,62	1 414 436,51		469,11	
115	Jardin botanique - Aménagement 2nde phase	967 E4	Parcs Jardins	956 800,00		956 800,00	515 884,67		300 000,00	140 915,33
116	Modernisation de la Bibliothèque	968A1	Bâtiments	5 800 000,00		5 800 000,00	2 167 385,77	3 500 000,00	132 614,23	
117	Embellissement des espaces publics du Vieux Tours	969A1	Techniques	2 392 000,00		2 392 000,00	1 444 199,91		500 000,00	447 800,09
118	Informatisation DRH	970Z0	DRH	257 500,00		257 500,00	257 500,00			
119	Etude de secteur sauvegardé	971A1	Techniques	336 000,00		336 000,00	336 000,00			
122	Réfection pelouse stade d'honneur	10503M1	Sports	805 493,30		805 493,30	805 493,30			
123	TRAM - Dévoiement des réseaux	10500Z0	Techniques	5 020 639,84		5 020 639,84	5 020 639,84			
124	Logement social - 2010	10505Z9	Finances	530 000,00		530 000,00	244 800,00		210 800,00	74 400,00
125	Zac Beaumont	10506G1	Finances	437 158,25		437 158,25	437 158,25			
126	Terrain synthétique Tours Nord	10507S1	Techniques	717 600,00		717 600,00	702 623,63		14 976,37	
127	Espace de restauration légère aux Prébendes	10508B2	Bâtiments	147 201,80		147 201,80	147 201,80			
128	Réhabilitation bvd R.Wagner	10509L1	Techniques	688 682,58		688 682,58	688 682,58			
129	Piscine Bozon - restructuration et rénovation	11500B1	Bâtiments	6 200 000,00		6 200 000,00	2 446 500,60	3 700 000,00	53 499,40	

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

Montant des AP							Montant des CP			
N°	Intitulé de l'AP	Opération	Service Gestion.	Pm, AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice 2013	Total cumulé (Toutes les DM y compris pour 2013)	Crédits de paiement antérieurs	CP ouverts au titre de l'exercice 2013	Reste à financer de l'exercice 2014	Reste à financer (exercices au-delà de 2014)
130	CMS - Réaménagement locaux annexes salle Grenon	11501B1	Bâtiments	710 000,00		710 000,00	623 122,26		86 877,74	
131	Stade d'Honneur de la Vallée du Cher - Travaux					6 199 850,04	6 199 850,04	0,00	0,00	0,00
	- Panneau d'affichage	11502M1	Bâtiments	412 911,81		412 911,81	412 911,81			
	- Tribune provisoire	11502M2	Bâtiments	5 429 488,46		5 429 488,46	5 429 488,46			
	- Maintien en ligue 2	11502M3	Bâtiments	357 449,77		357 449,77	357 449,77			
132	Restaurations œuvres avant déplacement Camusière	11503Z0	Culture	263 732,60		263 732,60	116 205,17	50 000,00	97 527,43	
133	Jardin Place Meffre	11504K2	Parcs Jardins	956 800,00		956 800,00	461 897,32	276 000,00	218 902,68	
134	Crèche Leccia - Reconstruction	11505L1	Bâtiments	4 000 000,00		4 000 000,00			300 000,00	3 700 000,00
135	Logement Social 2011	11506Z0	Finances	530 000,00		530 000,00	160 000,00		200 000,00	170 000,00
136	Autocommutateur de la mairie	11507Z0	DOMTG	535 000,00		535 000,00	489 000,00	20 000,00	26 000,00	
137	GS J.Fontaine - 1ère phase	11508N3	Bâtiments	5 045 300,00		5 045 300,00	59 296,87	300 000,00	400 000,00	4 286 003,13
138	Crèche Grenouillère - Monconseil	11509N3	Bâtiments	2 820 000,00		2 820 000,00	1 291 000,00	440 000,00	440 000,00	649 000,00
139	Centre funéraire - Extension	11510F2	Bâtiments	920 000,00 HT 1 100 320,00 TTC		920 000,00	60 000,00	150 000,00	150 000,00	560 000,00
140	Rénovation Parc H.Balzac	12500I6	Parcs Jardins	383 000,00		383 000,00	30 000,00		200 000,00	153 000,00
141	Fourrière de Larçay	12501Z8	Bâtiments	600 000,00		600 000,00		100 000,00	300 000,00	200 000,00

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

Montant des AP							Montant des CP			
N°	Intitulé de l'AP	Opération	Service Gestion.	Pm, AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice 2013	Total cumulé (Toutes les DM y compris pour 2013)	Crédits de paiement antérieurs	CP ouverts au titre de l'exercice 2013	Reste à financer de l'exercice 2014	Reste à financer (exercices au-delà de 2014)
142	Aménagement Leclerc / J.Jaurès - Leclerc - J.Jaurès	12502A1 12502A2	Techniques Techniques	1 200 000,00 838 537,00		2 038 537,00 1 200 000,00 838 537,00	890 504,00 500 000,00 390 504,00	957 000,00 577 000,00 380 000,00	191 033,00 123 000,00 68 033,00	0,00 0,00 0,00
143	Restauration Raspail - Restructuration des locaux	12503L1	Bâtiments	250 000,00		250 000,00		215 000,00	35 000,00	
144	Logement Social 2012	12505Z0	Finances	760 000,00		760 000,00			300 000,00	460 000,00
145	Université F.Rabelais Centre de ressources en langue	12506Z0	Finances	1 500 000,00		1 500 000,00	750 000,00	250 000,00	250 000,00	250 000,00
146	Réhabilitation salle des fêtes de Sainte-Radegonde	12507P3	Bâtiments	445 000,00		445 000,00	10 000,00	100 000,00	235 000,00	100 000,00
147	Haut de la rue Nationale	12508A2	Finances	10 227 263,00		10 227 263,00	680 000,00		500 000,00	9 047 263,00
148	Gymnase Racault - Travaux	12509D2	Bâtiments	150 000,00		150 000,00	10 000,00	140 000,00		
149	Logement Social 2013	13501Z0	Finances	330 000,00		330 000,00		330 000,00		
				101 117 802,75	0,00	101 117 802,75	60 249 255,19	10 886 300,00	6 570 101,46	23 412 146,10

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

		Montant des AE				Montant des CP			
N°	Intitulé de l'AE	Service Gestion.	Pm, AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice 2013	Total cumulé (Toutes les DM y compris pour 2013)	Crédits de paiement antérieurs	CP ouverts au titre de l'exercice 2013	Reste à financer de l'exercice 2013	Reste à financer (exercices au-delà de 2013)
1	PPP Chauffage urbain	Bâtiment	30 297 157,00		30 297 157,00	11 282 239,68	2 192 000,00	2 524 763,00	14 298 154,32
			30 297 157,00	0,00	30 297 157,00	11 282 239,68	2 192 000,00	2 524 763,00	14 298 154,32

2ème PARTIE - PRESENTATION DES BUDGETS ANNEXES

SERVICE DE L'EAU - BUDGET PRIMITIF 2013 - FONCTIONNEMENT

CHAP	SECTION DE FONCTIONNEMENT	B.P. 2012	B.P. 2013	DIFFERENCE		CHAP	SECTION DE FONCTIONNEMENT	B.P. 2012	B.P. 2013	DIFFERENCE	
				MONTANT	%					MONTANT	%
011	Charges à caractère général	1 957 818,00	2 010 448,00	52 630,00	2,69%	70	Ventes de produits	10 191 000,00	10 209 675,00	18 675,00	0,18%
012	Charges du personnel et frais ass.	2 250 458,00	2 335 458,00	85 000,00	3,78%	77	Produits exceptionnels	10 000,00	10 000,00	0,00	0,00%
65	Autres charges de gestion courante	7 810 000,00	6 967 000,00	-843 000,00	-10,79%	75	Autres produits de gestion courante	7 800 000,00	6 963 000,00	-837 000,00	-10,73%
66	Charges financières	255 585,00	248 080,00	-7 505,00	-2,94%	042	Opérat. ordre transf. entre sect.	523 700,00	520 000,00	-3 700,00	-0,71%
67	Charges exceptionnelles	38 400,00	75 500,00	37 100,00	96,61%	013	Atténuation de charges	1 500,00	1 500,00	0,00	0,00%
014	Atténuation de produits	2 772 000,00	2 716 000,00	-56 000,00	-2,02%						
042	Opérat. ordre transf. entre sect.	2 000 000,00	2 000 000,00	0,00	0,00%						
023	Virement à la sect. d'investissement	1 410 151,00	1 351 689,00	-58 462,00	-4,15%						
022	Dépenses imprévues	31 788,00	0,00	-31 788,00							
	DEPENSES TOTALES	18 526 200,00	17 704 175,00	-822 025,00	-4,44%		RECETTES TOTALES	18 526 200,00	17 704 175,00	-822 025,00	-4,44%

SERVICE DE L'EAU - BUDGET PRIMITIF 2013 - INVESTISSEMENT

CHAP	SECTION D'INVESTISSEMENT	B.P. 2012	B.P. 2013	DIFFERENCE		CHAP	SECTION D'INVESTISSEMENT	B.P. 2012	B.P. 2013	DIFFERENCE	
				MONTANT	%					MONTANT	%
040	Opérat. ordre transf. entre sect.	523 700,00	520 000,00	-3 700,00	-0,71%	16	Emprunts et dettes assimilées		994 811,00	994 811,00	
16	Emprunts et dettes assimilées	306 451,00	378 500,00	72 049,00	23,51%	040	Opérat. ordre transf. entre sect.	2 000 000,00	2 000 000,00	0,00	0,00%
20	Immobilisations incorporelles	165 000,00	45 000,00	-120 000,00	-72,73%	021	Virement de la sect d'exploit.	1 410 151,00	1 351 689,00	-58 462,00	-4,15%
21	Immobilisations corporelles	2 415 000,00	2 703 000,00	288 000,00	11,93%						
23	Immobilisations en cours		700 000,00	700 000,00							
	DEPENSES TOTALES	3 410 151,00	4 346 500,00	936 349,00	27,46%		RECETTES TOTALES	3 410 151,00	4 346 500,00	936 349,00	27,46%

**BUDGET ANNEXE DE L'EAU
BUDGET PRIMITIF 2013**

Ce budget s'équilibre, en recettes et en dépenses, à la somme de 22M€ soit :

- ♦ 18 M€ pour la section de fonctionnement,
- ♦ 4 M€ pour la section d'investissement.

Les recettes d'exploitation d'eau enregistrent cette année une légère augmentation de +0,18%. La revalorisation des tarifs (+1,5%) compense tout juste la baisse de volumes observée depuis déjà quelques années.

Les charges à caractère général affichent une progression de 2,7% en relation avec la progression des prix des matières premières.

Les dépenses du personnel (2,3M€) sont en hausse de +3,78%. Le recrutement d'un agent contractuel en remplacement d'une personne en congé longue maladie explique, pour partie, cette variation. De plus, la mise en place de la part fonctionnelle du régime indemnitaire, avec effet rétroactif en juin 2012, ainsi que la garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA) nécessitent l'inscription d'un complément de crédits.

Contrairement à l'exercice 2012, les charges financières affichent une baisse de 2,94% en 2013. L'encours de la dette diminue de 0,4 M€ pour s'établir, au 31/12/2013 à 5,2M€

L'autofinancement net ressort à 3,35 M€ et permet de financer en grande partie le plan d'équipement (PE) 2013. Le complément de financement est assuré par l'emprunt à hauteur de 1 M€

La charge du PE 2013 s'élève à 3,9 M€ contre 3,1 M€ en 2012. Cette année, l'effort se concentre surtout autour du renouvellement des réseaux et de la mise en place du périmètre de protection des zones de captages.

Le détail des différentes opérations du PE 2013 vous est présenté ci-après.

BUDGET DE L'EAU - PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT 2013

Libellés	Montant de L'AP	Programmes d'Investissement 2013
<u>FRAIS DE RECHERCHE</u>		45 000
Mise à jour plans de repérage réseaux		10 000
Travaux topographiques		30 000
Licence serveur hébergeant la base abonnés - licences BO		5 000
<u>CONSTRUCTIONS DE BATIMENTS</u>		550 000
Gros travaux d'entretien de bâtiments (dont retrait amiante)		110 000
Aménagement Accueil abonnés		40 000
Réfection de l'étanchéité des réservoirs enterrés Rives du Cher		400 000
<u>INSTALLATIONS A CARACTERE SPECIFIQUE</u>		1 615 000
Renouvellement canalisations diverses rues		1 000 000
Imprévus pour prestations urgentes		30 000
Transfert d'eau à Parçay Meslay		500 000
Opération Résidence Maryse Bastié		70 000
Extension réseau chemin Jacques IBERT		15 000
<u>MATERIEL INDUSTRIEL</u>		80 000
Imprévus pour réparations sur matériel		30 000
Acquisition de matériels et outillages		50 000
<u>MATERIELS SPECIFIQUES</u>		210 000
Grosses réparations sur matériel hydraulique et renouvellement		80 000
Acquisition de matériels et outillages spécifiques eau potable		30 000
Dispositif de comptage		100 000
<u>INSTALLATIONS COMPLEXES SPECIALISEES</u>		20 000
Cable immergé dans galerie entre Ile aux vaches et le Val Fleuri		20 000
<u>MATERIEL DE TRANSPORT</u>		107 000
Grosses réparations sur matériel roulant		32 000
Remplacement de véhicules		75 000

Libellés	Montant de L'AP	Programmes d'Investissement 2013
<u>MATERIEL BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE</u>		90 000
Matériels informatiques (administratifs)		10 000
Acquisition de matériels et logiciels informatiques industriels pour télégestion		10 000
Remplacement copieur haut volume		70 000
<u>Autre Matériel pour le Service</u>		31 000
Mobilier de bureau		15 000
Autres immobilisations corporelles		16 000
<u>IMMOBILISATIONS EN COURS</u>		700 000
Travaux dévoiement des réseaux eau potable pour la réalisation ligne Tramway (AF	8 000 000	400 000
Travaux périmètre de protection des captages (AP N° 4)	2 000 000	300 000
<u>TRAVAUX EN REGIE</u>		500 000
Travaux en régie		500 000
TOTAL EAU 2013		3 948 000

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

BUDGET ANNEXE DE L'EAU

N° ou intitulé de l'AP	INTITULE DE L'AP	Montant des AP			Montant des CP		
		Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice 2013	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour 2013)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/2013 (1))	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013 (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice 2013 (3)
1	ZONE DE CAPTAGE ILE AUX VACHES	4236297,02		4 236 297,02	4 236 297,02	0,00	0,00
2	STATION ALERTE EN AMONT DES CAPTAGES	631 648,08		631 648,08	631 648,08	0,00	0,00
3	DEVOIEMENT RESEAUX TRAMWAY	8 112 289,17	400 000,00	8 512 289,17	8 112 289,17	400 000,00	0,00
4	TX PERIMETRE DE PROTECTION DES CAPTAGES	2 000 000,00		2 000 000,00	60 000,00	300 000,00	1 640 000,00

CHAP.	SECTION DE FONCTIONNEMENT	B.P. 2012	B.P. 2013	DIFFERENCE		CHAP.	SECTION DE FONCTIONNEMENT	B.P. 2012	B.P. 2013	DIFFERENCE	
				MONTANT	%					MONTANT	%
011	Charges à caractère général	1 089 892,00	1 042 843,00	-47 049,00	-4,32%	70	Ventes de produits	670 412,00	708 638,00	38 226,00	5,70%
012	Charges du personnel et frais ass.	4 709 202,00	4 799 906,00	90 704,00	1,93%	74	Dotations subv et particip	5 195 022,00	5 195 022,00	0,00	0,00%
65	Autres charges de gestion courante	23 726,00	23 383,00	-343,00	-1,45%	75	Autres produits de gestion courante	12 212,00	19 298,00		0,00%
66	Charges financières	0,00		0,00		013	Atténuation de charges	5 674,00	5 674,00	0,00	0,00%
67	Charges exceptionnelles	2 500,00	2 500,00	0,00	0,00%	042	Opér. ordre transf. entre sect.	2 000,00	0,00	-2 000,00	-100,00%
042	68 Opér. ordre transf. entre sect.	60 000,00	60 000,00	0,00	0,00%						
	DEPENSES TOTALES	5 885 320,00	5 928 632,00	43 312,00	0,74%		RECETTES TOTALES	5 885 320,00	5 928 632,00	43 312,00	0,74%

ACTIVITES LYRIQUES ET SYMPHONIQUES - BUDGET PRIMITIF 2013 - INVESTISSEMENT

CHAP.	SECTION D'INVESTISSEMENT	B.P. 2012	B.P. 2013	DIFFERENCE		CHAP.	SECTION D'INVESTISSEMENT	B.P. 2012	B.P. 2013	DIFFERENCE	
				MONTANT	%					MONTANT	%
040	Opér. ordre transf. entre sect.	2 000,00	0,00	-2 000,00	-100,00%						
20	Immobilisations incorporelles										
21	Immobilisations corporelles	58 000,00	60 000,00	2 000,00	3,45%	040	Opér. ordre transf. entre sect.	60 000,00	60 000,00	0,00	0,00%
	DEPENSES TOTALES	60 000,00	60 000,00	0,00	0,00%		RECETTES TOTALES	60 000,00	60 000,00	0,00	0,00%

BUDGET ANNEXE DES ACTIVITES LYRIQUES ET SYMPHONIQUES

BUDGET PRIMITIF 2013

Ce budget s'équilibre, en recettes et en dépenses, à la somme de 6M€ soit :

- ♦ 5,9 M€ pour la section de fonctionnement,
- ♦ 0,1 M€ pour la section d'investissement.

Le financement de ce budget est assuré à 87,63 % (5,2M€), par diverses participations reçues. La répartition de ces dotations s'effectue de la manière suivante :

- La Ville de Tours à hauteur de 3,3 M€(soit 63,35% du montant total de ces participations) ;
- L'Etat 0,55 M€(10,56 %) ;
- Le Conseil Régional 1,25 M€(24,12%) ;
- Le Conseil Général 0,1 M€(1,93%) ;
- Autres organismes (Mécénat) 0,02 M€(0,04%).

Le principal poste de dépense est constitué des charges de personnel (4,8 M€soit 81% des charges totales) dont la progression s'affiche à +1,93% par rapport à 2012.

CREMATORIUM - BUDGET PRIMITIF 2013 - FONCTIONNEMENT

CHAP.	SECTION DE FONCTIONNEMENT	B.P. 2012	B.P. 2013	DIFFERENCE		CHAP.	SECTION DE FONCTIONNEMENT	B.P. 2012	B.P. 2013	DIFFERENCE	
				MONTANT	%					MONTANT	%
011	Charges à caractère général	62 167,00	67 600,00	5 433,00	8,74%	70	Ventes de produits	4 000,00	4 000,00	0,00	0,00%
66	Charges financières	21 333,00	19 300,00	-2 033,00	-9,53%	75	Autres produits de gestion courante	160 000,00	163 400,00	3 400,00	2,13%
67	Charges exceptionnelles	3 000,00	3 000,00	0,00							
042	Opérat. ordre transf. entre sect.	77 500,00	77 500,00	0,00	0,00%						
	DEPENSES TOTALES	164 000,00	167 400,00	3 400,00	2,07%		RECETTES TOTALES	164 000,00	167 400,00	3 400,00	2,07%

CREMATORIUM - BUDGET PRIMITIF 2013 - INVESTISSEMENT

CHAP.	SECTION D'INVESTISSEMENT	B.P. 2012	B.P. 2013	DIFFERENCE		CHAP.	SECTION D'INVESTISSEMENT	B.P. 2012	B.P. 2013	DIFFERENCE	
				MONTANT	%					MONTANT	%
16	Emprunts et dettes assimilées	63 956,00	66 100,00	2 144,00	3,35%	16	Emprunts et dettes assimilées				
21	Immobilisations corporelles	13 544,00	11 400,00	-2 144,00	-15,83%	040	Opérat. ordre transf. entre sect.	77 500,00	77 500,00	0,00	0,00%
	DEPENSES TOTALES	77 500,00	77 500,00	0,00	0,00%		RECETTES TOTALES	77 500,00	77 500,00	0,00	0,00%

BUDGET ANNEXE DU CREMATORIUM

BUDGET PRIMITIF 2013

Ce budget s'équilibre, en recettes et en dépenses, à la somme de 0,3M€ soit :

- ♦ 0,2 M€ pour la section de fonctionnement,
- ♦ 0,1 M€ pour la section d'investissement.

Après la fin des travaux de rénovation du crématorium en 2006, l'essentiel des dépenses est consacré au remboursement des échéances de l'emprunt qui a permis le financement de cette opération à hauteur de 1M€

Le montant de l'annuité est constant et s'élève à 85 290€ Cette année, le montant de la redevance versé par la SEM Pompes Funèbres Intercommunales s'élève à 163 400 € (contre 160 000€ l'année dernière) et permet de couvrir le remboursement de l'annuité de l'emprunt et d'assurer l'amortissement technique de ce bâtiment.

L'encours de la dette au 1^{er} janvier 2013 s'élève 592 436€

SERVICE DES PRESTATIONS CIMETIERES - BUDGET PRIMITIF 2013 - FONCTIONNEMENT

CHAP.	SECTION DE FONCTIONNEMENT	B.P. 2012	B.P. 2013	DIFFERENCE		CHAP.	SECTION DE FONCTIONNEMENT	B.P. 2012	B.P. 2013	DIFFERENCE	
				MONTANT	%					MONTANT	%
011	Charges à caractère général	154 300,00	151 500,00	-2 800,00	-1,81%	70	Ventes de produits	235 000,00	235 000,00	0,00	0,00%
65	Autres charges de gestion courante	200,00	200,00		0,00%						
67	Charges exceptionnelles	1 000,00	1 000,00		0,00%						
042	Opérat. ordre transf. entre sect.	79 500,00	82 300,00	2 800,00	3,52%						
	DEPENSES TOTALES	235 000,00	235 000,00	0,00	0,00%		RECETTES TOTALES	235 000,00	235 000,00	0,00	0,00%

SERVICE DES PRESTATIONS CIMETIERES - BUDGET PRIMITIF 2013 - INVESTISSEMENT

N° CPTE	SECTION D'INVESTISSEMENT	B.P. 2012	B.P. 2013	DIFFERENCE		CHAP.	SECTION D'INVESTISSEMENT	B.P. 2012	B.P. 2013	DIFFERENCE	
				MONTANT	%					MONTANT	%
21	Immobilisations corporelles	79 500,00	82 300,00	2 800,00	3,52%	040	Opérat. ordre transf. entre sect.	79 500,00	82 300,00	2 800,00	3,52%
	DEPENSES TOTALES	79 500,00	82 300,00	2 800,00	3,52%		RECETTES TOTALES	79 500,00	82 300,00	2 800,00	3,52%

BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS CIMETIERES

BUDGET PRIMITIF 2013

Ce budget s'équilibre, en recettes et en dépenses, à la somme de 0,3M€ soit :

- ♦ 0,2 M€ pour la section de fonctionnement,
- ♦ 0,1 M€ pour la section d'investissement.

Comme tous les ans, les recettes tirées de cette activité annexe aux missions de service public seront consacrées principalement à la construction de nouveaux caveaux et au renouvellement du matériel.